

la Vérité

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION)

N° 44. — Vendredi 11 juillet 1930

HEBDOMADAIRE

Prix : 0 fr. 50

La lutte contre la droite au 16^e Congrès du Parti communiste russe

Staline a parlé ; les droitiers Rykov, Tomski, Ouglanov se sont confessés ; seul Boukharine se tait (on dit qu'il est malade...).

Trotsky a prévu très justement que tous les discours de repentir ne serviront à rien aux droitiers. Les Rykov, Tomski, Ouglanov sont battus, raillés, conspués comme représentants des koulaks, de la bourgeoisie libérale, etc. On s'étonne que des gens qui ont des dizaines d'années d'action militante aient sombré si profondément. Chacun d'eux voulait prouver au Congrès qu'il n'était pas responsable des actes des autres. Rykov dit : « Voyez-vous, je vous l'ai déjà dit, je ne suis pas responsable pour Ouglanov ; Ouglanov ne l'est pas pour moi. Il n'y a pas de « trinité », et si vous parlez de Boukharine, s'il vous plaît, causez avec Boukharine... » Et ensuite : « Nous parlons, nous travaillons, nous défendons la ligne générale... »

Il y a déjà une expérience d'essai de collaboration commune depuis le Plénum de Novembre 1929 ; que faut-il encore de plus pour prouver que nous ne menons pas la lutte contre le Parti, mais que nous travaillons sur la base de la ligne générale du Parti ? — « Une lutte active contre les partisans d'Ier », interrompt Loubtchenko — et Rykov continue : « cela signifie-t-il que je dois lutter contre Tomsky, que Tomsky doit me combattre, que nous devons combattre Boukharine, et Boukharine contre chacun de nous ? (Bruits dans le Congrès, rires. Une voix : « Et le capitalisme organisé ? Et l'intégration du koulak dans le socialisme ?)... Dites ce qui existe encore maintenant comme erreurs chez Boukharine ? Nous avons reconnu nos fautes ensemble ».

On s'étonne aussi que cet homme soit encore le chef du gouvernement soviétique. Un homme qui n'a pas le courage de dire franchement ce qu'il pense et qui par des manœuvres variées cherche à dissimuler sa figure politique n'a pas mérité d'occuper un poste aussi important. Rykov se vante qu'il « était, est et sera constamment l'ennemi le plus conséquent contre le trotskysme... qu'il était et restera à l'avenir son ennemi le plus vigoureux ». A nouveau, par les mêmes manœuvres, les droitiers veulent gagner la confiance de Staline en lui disant qu'ils ont ensemble combattu Trotsky. Les droitiers font l'apologie de la collectivisation, de l'accélération de l'industrialisation etc... Ces gens lamentables qui avaient encore la conception de « l'intégration du koulak dans le socialisme » à la fin de 1929 et qui, aujourd'hui ont conservé la même opinion, mais qui ont seulement peur de l'exprimer ouvertement, combattent le « trotskysme ».

Ces gens là trompent la classe ouvrière. Nous répétons une fois de plus que l'industrialisation accélérée était seulement un résultat de notre lutte impitoyable contre les Rykovs et les centristes avec leur chef Staline. Nous possédons aussi le courage de crier à ces gens-là, au moment du danger, où ils veulent « liquider le koulak en tant que classe dans un délai de quatre années », où ils accélèrent le rythme de

l'industrialisation et de la collectivisation sans tenir compte des conditions matérielles : « Halte ! ». Nous avons toujours dit la vérité au Parti et nous continuerons à le faire.

Staline même constate dans son discours de conclusion (*Pravda*, du 3 juillet) que « le 16^e Congrès du Parti est un Congrès comme il y en a peu dans l'histoire de notre Parti, où il n'existe aucune opposition constituée, qui soit capable d'opposer sa propre ligne à la ligne du Parti... A notre Congrès, au 16^e Congrès du Parti, il y a non seulement pas d'opposition constituée, mais il ne s'est même pas trouvé un petit groupe ou même des camarades isolés qui ont constaté la fausseté de la ligne du Parti. Evidemment, la ligne de notre Parti est la seule ligne juste... »

Par ces paroles, Staline veut exprimer qu'il est encore plus génial que Lenine puisque du temps de celui-ci, il y avait des oppositions constituées aux Congrès. Staline oublie seulement qu'au temps de Lenine, on combattait

dans le Parti avec les armes idéologiques, tandis que sous le règne de Staline, on a remplacé ces armes idéologiques par la lutte physique et la brutalité en permettant seulement aux délégués d'accepter la « seule ligne juste ».

Oublieux Staline ! Pourquoi ne parlez-vous pas des milliers d'ouvriers qui ont discuté avec vous, qui vous ont montré à chaque instant les erreurs et les dangers de votre ligne et à qui vous avez répondu... en les faisant déporter par la force brutale en Sibérie ? Pourquoi ne racontez-vous pas aux ouvriers par quelles méthodes féroces vous lutez contre l'aile gauche et qu'en outre, très souvent, ceux qui exécutent votre politique contre cette aile gauche ont appartenu aux bandes de Koltchak (voir dans le *Bulletin de l'Opposition russe* le compte-rendu des déportés de Kamensk et l'article de N. Markin dans ce bulletin). Pourquoi ne parlez-vous pas de la haine aveugle pour l'aile marxiste de

l'Internationale placent leurs intérêts de fraction au-dessus des intérêts de classe. On ne peut expliquer autrement que des gens, qui ont été des officiers dans l'armée de Koltchak et qui ont fusillé des paysans rouges en Sibérie règnent aujourd'hui sur les centaines de héros de la guerre civile. Sur tout cela, Staline se tait dans son discours.

En parlant des leaders de droite, il se prononce ainsi : « Tout bolchevik, tout révolutionnaire comprend qu'il ne peut que grandir aux yeux du Parti quand il reconnaît ouvertement et sincèrement des faits clairs et indiscutables ». Bien dit ! Au même Staline qui n'a jamais reconnu ses erreurs dans toute la politique de l'U.R.S.S. et de l'Internationale (question de l'industrialisation — « Trotsky hyperindustrialisateur », avec Boukharine pour la théorie du bloc des quatre classes, en Angleterre avec Purcell, Citrine et autres menchevistes pendant la révolution de 1926 etc...), nous demandons : « Où (Lire la suite page 7).

CONTRE LE VERSEMENT OUVRIER !

Les travailleurs manifestent contre la loi des assurances sociales

De nombreux ouvriers ont déjà manifesté contre le versement ouvrier. D'autres les suivront. Cela montre que nombreux sont ceux qui ont compris que la loi des assurances était faite aux dépens du prolétariat, en rognant sur ses salaires, en instituant le contrôle et le mouchardage à l'usine.

Mais il faut reconnaître que cette protestation n'a pas un caractère assez large, assez profond, pour faire hésiter le patronat. C'est surtout dans les petites entreprises que les ouvrières réagissent alors que dans les grandes usines le mouvement est plus réduit. C'est surtout chez les dockers, dans le bâtiment, dans le textile que la réaction est sérieuse, dans la Basse-Seine, dans le Nord, dans la région parisienne.

Maintenant que la loi entre en application, les réformistes de nuances diverses se démasquent ; le *Ça Ira !* et le *Cri du Peuple* se rangent délibérément aux côtés de la loi. Sellier et Chambelland se citent à l'envi. Pour eux la loi est un progrès, elle apporte quelque chose à l'ouvrier. Ils insistent pour une augmentation du salaire correspondant au prélèvement sur le salaire, mais ne comprennent pas que la première forme de la lutte, surtout pour obtenir ensuite des augmentations de salaires, doit être d'abord la bataille contre le versement ouvrier, la réclamation de la paye intégrale. Pour eux, le mouchardage et le vol sur le salaire ne sont rien à côté des « avantages » de la loi ! Voilà un point de vue qui est sur la ligne du réformisme.

Nous avons déjà dit que la confusion de la position de la C.G.T.U. sur cette question avait favorisé les minoritaires. On le voit maintenant.

La C.G.T.U., comme nous l'avons montré, a toujours eu deux positions simultanées, sur cette question. D'une part elle demandait aux travailleurs de constituer des caisses d'assurés spontanés, et en même temps elle préconisait la lutte directe et vigoureuse contre le versement ouvrier. Si bien qu'en fin de compte, aucune des deux politiques ne fut pleinement appliquée. Pendant des mois la C.G.T.U. se tut, en laissant se constituer, ou en encourageant la constitution de caisses d'assurés, au moment où, au contraire, elle aurait dû, par une large propagande et une agitation dans les grandes agglomérations industrielles, orienter et diriger la réaction prolétarienne contre la loi des assurances de la bourgeoisie.

Ensuite, quelques semaines avant l'entrée en application de la loi, la direction confédérale entre en bataille, pour le rejet total de la loi, contre le versement ouvrier, mais elle accomplit ce revirement, sous la pression de la base, justement au moment où elle amorçait un tournant opportuniste, en bafoyant sa propre politique de verbalisme ultra gauchiste des mois précédents. Il s'ensuit de nouveau une cacophonie complète. En même temps que l'*Huma* enregistre les mouvements de protestation qui se sont produits dans différentes entreprises (et particulièrement dans de petites entreprises), elle publiait un article de Richetta dans lequel celui-ci préconisait la gestion des caisses d'assurances par les ouvriers, tout en reconnaissant que les dispositions de la loi rendaient cette gestion impossible aux unitaires !

Naturellement Chambelland et Cie profitent de cette confusion, de même

que les réformistes en général. Ils montrent le caractère contradictoire des solutions proposées par la C.G.T.U., et soulignent que la loi apporte en fin de compte, selon eux, plus d'avantages que d'inconvénients à la classe ouvrière.

Chambelland rappelle la position qu'il avait prise dès septembre 1929. Il avait demandé que les ouvriers entrent dans les caisses confédérées pour « réaliser l'unité de classe du prolétariat ». Mais comment se réalisera cette unité, Chambelland innocemment l'indique : « les Assurances sociales sont une formidable machine d'Etat pour duper la classe ouvrière, la maintenir dans l'asservissement... Il faut pénétrer dans cette machine d'Etat pour tenter d'y défendre des travailleurs ». C'est net ! Il faut entraîner les travailleurs à grignoter, dans la « machine d'Etat », la petite part que l'Etat voudra bien leur laisser. C'est la voie grande ouverte au réformisme.

(Lire la suite page 2).

LIRE :

En 2^e page :

L'Affaire Agabekov

En 5^e page :

La période de transition dans la Révolution en Italie, par L. TROTSKY.

En 7^e page :

La répression contre les bolchévicks léninistes par N. MARKIN.

En 8^e page :

La Vérité des Jeunes.

LA SEMAINE

Les négociations de la Sarre.

L'évacuation militaire de la Rhénanie ne fait que sanctionner le rapport de forces nouveau et la relation nouvelle des impérialismes français et allemand. Néanmoins la trace matérielle de la suprématie guerrière française se trouve effacée.

La répercussion s'en fait sentir sur les négociations d'autres « avantages » datant du traité de Versailles : elles prennent l'allure de marchandages. Ainsi le territoire de la Sarre dont la France avait confisqué les mines comme rançon pour ses mines dévastées. Aujourd'hui les mines du Nord sont restaurées et l'Allemagne discute les prétentions de la France. Le régime spécial du territoire de la Sarre présentait un intérêt certain pour la production française. La Sarre était le sixième des clients étrangers de la France. Cependant il est désormais vain pour les Chambres de Commerce françaises d'espérer conserver la mainmise sur la Sarre jusqu'au terme convenu de 1935. Les négociations liquideront aussi le butin de la victoire. Et la suspension des négociations, dues « au défaut de réalisme » des propositions allemandes, dit le *Temps*, indique comment l'impérialisme allemand entend mener les tractations.

Décoration socialiste.

André Tardieu vient de promouvoir dans la Légion d'Honneur quelques parlementaires choisis. Parmi ceux-ci l'ingénieur des poudres, Charles Baron, député socialiste, qui s'était déjà distingué par une intervention à la Chambre sur la préparation à la guerre des gaz. Charles Baron n'a pas attendu que la loi Paul Boncour lui assigne son poste de combat. Il a mis d'ores et déjà sa science des poisons au service de « l'intérêt général », c'est-à-dire de l'armée et de l'Etat, serviteurs du capitalisme. Cet excellent technicien militaire a sa place également marquée dans les rangs de la Légion d'Honneur et de l'Internationale de Peschawar. Si demain la police de Chiappe use dans les manifestations « prolétaires » des revons de sa sœur de New-York, les ouvriers aveuglés et étouffés par les bombes à gaz sauront attribuer à Charles Baron la part de mérite qui lui revient.

Les déclarations de principes des bureaucrates.

L'Humanité reproduit une déclaration signée par le popiste Salom, quelques semaines avant qu'il aille rejoindre ses camarades du Conseil municipal. C'est une condamnation vigoureuse et implacable des « renégats », des « escrocs », des « traîtres » qu'il se préparait à rejoindre. Salom a signé cette littérature bureaucratique comme Sellier et consorts signaient quelques jours auparavant leur accord complet avec les thèses du sixième congrès, comme ils ont de tout temps les uns et les autres signé n'importe quoi et « appliqué » (si l'on peut dire) n'importe quelle ligne.

Mais la question est de savoir s'il y a un changement. Que vont faire désormais ceux qui, hier, avant la *Lettre ouverte*, appliquaient la politique mécanique de la politisation des grèves, du social-fascisme proclamé à tout bout de champ, de l'essor révolutionnaire tout fait, etc. ?... L'exemple du droitier Salom montre ce que recouvrent les déclarations catégoriques, contradictoires et superficielles des bureaucrates centristes.

Sellier, père de la théorie du social-fascisme pour la France.

Deux jours plus tard, l'Humanité reproduit un texte de Sellier de décembre 1924. Dans ce texte électoraliste du Conseil municipal, démontre que les socialistes et les anarchistes étaient déjà « fascistes ». Le fait devait être considéré comme « accompli ». Dans son commentaire l'Humanité ajoute : « Le morceau a de la valeur ». Ce commentaire est, semble-t-il, ironique. Pourtant Louis Sellier n'était-il pas alors une des têtes du parti français ? N'est-il pas demeuré depuis dans les sommets du parti ? Quand a-t-on marqué un désaccord, de quelque valeur que ce soit, avec ce morceau ?

Le commentateur ajoute : « Nous nous contentons, nous, des appréciations

CONTRE LES ASSURANCES SOCIALES

(Suite de la page 1)

A cette époque la direction centriste de la C.G.T.U. n'a pas su réagir vigoureusement, et entamer la propagande pour la lutte contre la loi. En bonne direction centriste qu'elle est, elle a hésité entre la position de Chambelland, la création de caisses propres aux unitaires, et la lutte contre le versement ouvrier.

Et maintenant Chambelland dit : voyez-vous, malgré son bluff verbal la C.G.T.U. n'a rien pu faire d'important contre la loi ; il n'y a plus qu'à l'adopter en tâchant de « l'améliorer ».

Nous devons répondre au « réalisme » des Chambelland, Sellier et Cie, en montrant le caractère véritable de la loi dans la situation actuelle du capitalisme, situation de contractions incessamment renouvelées et qui obligent plus que jamais le patronat à réduire le salaire des ouvriers. Nous devons montrer que les hésitations de la C.G.T.U. ont empêché les travailleurs de profiter mieux de la situation.

Sur le terrain des assurances sociales comme sur un autre notre but n'est pas d'entrer dans la « machine d'Etat » pour « l'améliorer », il est de lutter contre lui. Il faut encourager les travailleurs à dresser des protestations vigoureuses contre le versement ouvrier, il faut les appeler à démasquer son caractère, qui consiste avant tout à voler au prolétariat les sommes qu'on lui versera ensuite sous forme d'assurance. La part que verse le patron, il la récupérera sous forme d'augmentation de la plus-value suée par ses ouvriers, c'est-à-dire par une augmentation du rendement. C'est donc l'ouvrier tout seul qui fera les frais de la loi. Dans ces conditions la lutte contre la loi fait partie de la lutte constante, journalière, contre le patronat, contre l'Etat.

Il faut maintenant que le prolétariat intensifie la lutte, et qu'il engage une action vigoureuse, contre le versement et pour l'augmentation du salaire. Contre la position des végétistes et des Sellier-Chambelland, et en démasquant la confusion de Bessedovski, les travailleurs doivent engager dans les syndicats unitaires une lutte inlassable, mais coordonnée et préparée avec soin. C'est dans cette voie qu'ils rendront à la C.G.T.U. dans l'action contre la bourgeoisie, toute la force nécessaire à l'accomplissement de ses tâches révolutionnaires.

Dans une nouvelle lettre ouverte aux membres du Parti, la direction centriste est obligée de reconnaître certaines de ses fautes.

Si vous voulez les mettre complètement à nu et comprendre leur origine, lisez :

La « troisième période » d'erreurs de l'Internationale communiste

par L. TROTSKY
Un exemplaire : 3 francs
Prix par 10 exempl. : 20 fr.
En vente à LA VERITE
45, boulevard de la Villette
Paris (10^e)

formulées par le 5e Congrès de l'Internationale et les résolutions du Plenum de juillet 1929 et du Présidium élargi ». Le commentateur ignore donc que Sellier faisait partie du bureau du 5e congrès de l'Internationale ? A moins qu'il ne confonde le 5e Congrès et le 6e Congrès, ce qui n'est pas exclu.

Mais, par son commentaire, l'Humanité prétend-elle se désolidariser des affirmations simplistes de Sellier modèle 1924 sur le social-fascisme ? Suf- fit-il donc d'une *Lettre ouverte* pour effacer des mois et des mois d'agitation stérile sur le social-fascisme ?

Si le droitier Sellier 1924 n'a fait que précéder les bureaucrates de la direction dans les affirmations délirantes sur le social-fascisme qui ont affaibli la lutte contre la social-démocratie agent de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers, qu'est-ce que Sellier 1930 annonce donc pour les dirigeants centristes de maintenant ?

LE "SUCCESSEUR" DE BLUMKINE

L'affaire Agabekov

Ce n'est pas une nouveauté, que chaque semaine la presse bourgeoise et à sa tête, les canailles des « Dernières Nouvelles », l'organe de Miloukov, nomment de nouveaux fonctionnaires soviétiques qui ne veulent pas retourner en U.R.S.S. Même le président de la C.C.C. du parti, Ordjonikidze constate, à propos du 16^e congrès, que plus de 200 fonctionnaires soviétiques ne sont pas retournés en U.R.S.S. durant ces dernières années (ce nombre est de beaucoup inférieur à la réalité). Les Bessedovski, Angorsky, Kroukov, Dimitriewski, Litvinov, Baitin, Salomon, etc., en sont les représentants les plus célèbres. Maintenant pointe à l'horizon un nouveau flou nommé Agabekov, « le représentant de la G.P.Ou. en Turquie, en Grèce, Syrie, Palestine et en Egypte ». Il veut faire des révélations sur le travail de la G.P.Ou. à l'étranger. Il écrit en même temps un livre pour lequel il fait, comme tous les valets du capitalisme, une grande réclame dans toute la presse, et il écrit que « l'on trouve dans la G.P.Ou. des choses effroyables ». Ces choses ne nous étonnent pas, nous, opposition de gauche, nous connaissons ces gens-là, nous connaissons leur vérité. Ceux qui payent le mieux, voilà les maîtres qu'ils servent.

Ce qui nous semble beaucoup plus important, c'est d'attirer l'attention sur quelques autres faits :

1^o Agabekov a été envoyé par Staline pour en terminer avec les oppositionnels de gauche placés dans les représentations de l'U.R.S.S. à l'étranger. C'est justement lui qui devait combattre la « déviation de gauche » et devait être le gardien des vrais principes du léninisme. C'est avec joie qu'il parle aujourd'hui dans les « Dernières Nouvelles » de l'écrasement de l'opposition de gauche, et qu'il se plaît à dire que le camarade Blumkine a été fusillé sur l'ordre de Staline. La bourgeoisie applaudit.

2^o Agabekov a lutté avec Staline contre l'opposition de gauche et après avoir été besoin, il a quitté l'appareil et s'est jeté dans les rangs de la contre-révolution. Il en fut exactement ainsi avec Bessedovski et tous les autres.

C'est une remarque très juste que fit le camarade Trotsky, à propos du cas Bessedovski, lorsqu'il écrivit : « Les Bessedovski chassent d'abord du Parti les Rakovski, puis ils s'en vont ensuite, eux, à la contre-révolution. »

3^o Nous pouvons là constater que les représentations de l'U.R.S.S. sont aujourd'hui remplies de contre-révolutionnaires du genre de ceux que nous avons nommés plus haut. Il est naturel aussi, qu'ils puissent en faire leur demeure. Qu'on y réfléchisse : aucun contrôle réel de la base, ceux « d'en bas » doivent toujours s'en remettre aveuglément à ceux « d'en haut », tout ce que dit le haut fonctionnaire est sacré, le rôle des cellules du Parti est insignifiant, et celui qui, à la base, se permet une critique un peu sévère, est renvoyé. Est-il étonnant que, dans ces représentations, puisse se bâtir le nid de la contre-révolution ?

Et maintenant, pour en revenir aux révélations d'Agabekov, celui-ci s'indigne que l'on renvoie des gens tels que lui. Il conte aussi les légendes sur la G.P.Ou. à l'étranger. Il va pourtant de soi, pour un travailleur qui pense logiquement, que l'U.R.S.S. et ses représentations ont le droit de se défendre. Nous n'avons aucun différend là-dessus avec l'appareil du Parti. Nous luttons seulement contre cet appareil d'autant plus violemment que, précisément à cause de sa politique faussée, grâce au régime du bureaucratisme, du favoritisme qu'il suscite et à la peur de toute critique qui le caractérise, il se crée une atmosphère telle que seuls peuvent y vivre et y dominer, des types du genre d'Agabekov. C'est pourquoi nous avons toujours souligné que notre juste impitoyable contre l'appareil est concentrée avant tout contre ces hommes qui veulent livrer l'U.R.S.S. à la contre-révolution et détruire le Parti. Ce que des démocrates du type de Bessedovski et des autres auraient pu faire dans la Russie révolutionnaire, s'ils avaient réussi à prendre le pouvoir, c'est pour nous et pour tous les travailleurs révolutionnaires, très clair. Leur « démocratie » se serait exprimée par un fleuve de sang, du sang

des ouvriers. Les canailles des journaux bourgeois sonnent l'alarme contre la G.P.Ou. à l'étranger, et racontent sur elle des fables effroyables, qui ne sont basées sur rien. Pourquoi cette même presse fait-elle le fait que toute représentation d'un gouvernement bourgeois à l'étranger, et surtout en U.R.S.S., possède son appareil propre de police et d'espionnage ? Cela était déjà dans les mœurs de l'ancien monde diplomatique. Les Agabekov peuvent écrire mille fois que l'U.R.S.S. se défend. Elle en a le droit. Les légendes sur la G.P.Ou. ne servent de rien. Le malheur est que l'appareil du Parti fusille et bannit les camarades les plus fidèles et les plus dévoués, et à côté de cela qu'elle marche en front uni avec d'aussi tristes individus. Dans ces fusillades, ces bannissements et ces déportations, nous chercherons toujours le contenu de classe. Fusiller un contre-révolutionnaire actif, c'est le devoir de l'U.R.S.S. (la bourgeoisie fait le contraire). Fusiller un révolutionnaire, nous le dénonçons toujours comme le crime le plus grand.

Fusiller Blumkine, et envoyer un Agabekov dans une représentation de l'U.R.S.S. à l'étranger, — tous les travailleurs doivent réfléchir à cela, et cela, on doit, malgré toutes les difficultés, l'expliquer à chaque travailleur. — A. S.

Le fascisme menace la Finlande

Des événements de la plus grande gravité se développent en Finlande. Dans le pays des massacres blancs de Mannerheim, un mouvement de « paysans » anti-communistes amorcé une nouvelle répression sanglante dirigée contre l'avant-garde révolutionnaire. Nos camarades de Finlande courent des plus graves dangers. Avec eux, la classe ouvrière est menacée.

Il est indispensable d'appeler le prolétariat français à se dresser contre l'agression fasciste, dirigée contre le prolétariat finlandais aux frontières de l'Union Soviétique. Il est nécessaire d'apporter l'aide active du Parti aux ouvriers finnois. Le Parti vient de faire adresser à la Légation de Finlande une protestation rédigée par les élus parlementaires. C'est une étonnante forme de protestation pour le parti qui doit organiser l'avant-garde du prolétariat français et servir l'avant-garde du prolétariat international. La protestation parlementaire — qui en passant dénonce le chef du fascisme comme le « plus servile valet du Kaiser » et fait vibrer la vieille fibre de Cachin — nous ramène à la meilleure époque de la direction Frossard et des pétitions lourdes de signatures.

Après l'expérience néfaste des manifestations de rues sabotées, le nouveau tournant va-t-il détourner à ce point la direction de l'agitation dans les rangs mêmes du prolétariat qu'elle doive recourir aux méthodes les plus condamnées des superficielles agitations opportunistes ?

La Vérité

Hebdomadaire
Organe de la Ligue Communiste
(Opposition)

45, Boulevard de la Villette, Paris X^e
Abonnement : 6 mois 13 fr.

1 an 25 fr.

Chèque postal : P. Frank 136.855

Paris

Directeur politique : A. Rosmer

Administrateur : P. Frank

Lettre d'Espagne

LES OUVRIERS IMPOSERONT AU PARTI UNE JUSTE POLITIQUE

La *Bandera Roja*, organe central du P.C.E. a commencé l'attaque contre la base du parti sous une forme voilée. Mais nous sommes quelques-uns à connaître les procédés des bureaucrates staliniens pour se débarrasser de ceux qui n'admettent pas leur tutelle et nous y voyons des sommations claires et catégoriques. On traite d'opportunistes les camarades des Asturies et l'on menace d'élimination immédiate tout le courant opportuniste. Les camarades des Asturies, en fait, ne sont pas du tout d'accord avec les bureaucrates du C.E. du P.C.E. Les Staliniens, commençant par les traiter d'opportunistes, leur enlèvent tout moyen de défense et une fois créée l'atmosphère favorable, espèrent exclure les meilleurs camarades en ne conservant que ceux qui disent toujours oui.

A Valence, toute l'organisation des jeunes a été exclue par la bureaucratie du parti et des jeunes, pour avoir manifesté contre elle et refusé de faire une déclaration anti-Trotsky, condition posée par les bureaucrates pour le maintien dans la fédération. On ne parle déjà plus de l'exclusion d'un camarade isolé. Le rayon tout entier des J.C. de Valence a été exclu, c'est l'organisation elle-même, la base de l'organisation que frappe la bureaucratie. Le rayon du parti à Valence, en accord complet et solidaire des jeunes, est lui aussi exclu du P.C. d'Espagne. Les bureaucrates ont déjà rompu tout contact avec lui parce qu'il ne se déclare pas anti-Trotsky. Le parti, les jeunes et le S.R.I. étant unanimes à Valence, les autorités suprêmes du parti et des J.C. n'ont de relation pour les affaires de Valence qu'avec un Stalini qui habite Barcelone et n'a jamais cotisé au rayon de Valence. Le C.E. a eu toujours pour fief et forteresse l'organisation de Biscaye, mais le dernier numéro de la *Bandera Roja* se lamente et critique son action du 1er mai. Nous avons ainsi la preuve du divorce croissant chaque jour entre la base et la bureaucratie. Il est certain que cette dernière ne cessera de vouloir imposer sa volonté (ce à quoi elle n'arrivera pas facilement) sous peine de liquider le peu qui reste du P.C.E. (ce à quoi s'opposera énergiquement l'opposition communiste espagnole et avec elle les meilleurs communistes).

Le problème syndical

L'O. C. E. a toujours été favorable à la réorganisation immédiate de la Confédération Nationale du Travail. Il y a trois mois et demi, quand les anarcho-sindicalistes commencèrent à réorganiser la Confédération, l'opposition communiste a critiqué leurs procédés et leurs tactiques; elle le fait encore et le fera tant qu'ils ne sauront pas s'accorder avec les justes conditions d'une organisation syndicale révolutionnaire. Partisans de la C.N.T., mais d'une C.N.T. vraiment révolutionnaire, nous défendrons toujours dans son sein nos conceptions syndicales et nous en réclamerons le droit, ce qui ne veut pas dire que nous chercherons la scission si notre point de vue ne triomphe pas et encore moins si la réorganisation se fait sur d'autres perspectives que les nôtres.

Nous avons souligné il y a plus de trois mois le travail de réorganisation fait par les anarcho-sindicalistes.

Se fait-il dans de bonnes conditions? Nous avons déjà dit souvent que non. Le devoir des communistes est de lutter contre ces erreurs et de travailler à faire prévaloir notre point de vue de l'intérieur. Par malheur ce n'est pas le point de vue des Staliniens. Le syndicat des transports de Séville, dirigé par des communistes notoires, trois mois depuis le commencement de la réorganisation par les anarcho-sindicalistes de Barcelone, se trouvant en désaccord avec la réorganisation de la C.N.T., lance un manifeste contre les anarcho-sindicalistes, convoque une conférence nationale de la C.N.T. pour le 23 juin. D'où naturellement, discord entre les réorganisateur catalans et les préten-

due réorganisateur de Séville. Pratiquement, c'est la scission de la C.N.T., travail criminel et absurde de la C.E. du P.C. Espagnol qui convoque la conférence de Séville. Le travail du syndicat des transports de Séville et de tous les militants adversaires des méthodes de réorganisation de la C.N.T. est de critiquer tout ce qu'ils estiment inopportun ou faux, d'assister à la prochaine conférence ou Congrès que prépare la direction provisoire de la C.N.T. et d'y défendre avec noblesse et sincérité leur point de vue, de s'efforcer de changer le cours de la C.N.T., de mieux l'orienter et de faire sortir de la discussion le nouveau critère pour la nouvelle orientation. S'il s'agit de créer une troisième C.N.T., une confédération à la Losovsky, si pour combattre les anarcho-sindicalistes, on divise la C.N.T., nous, opposition de gauche, nous nous dresserons énergiquement contre une telle entreprise. Ce qui est étrange dans l'affaire, c'est que la *Batalla* de Maurice Arlandis défend le point de vue du syndicat du transport, ce qui est d'autant plus étrange qu'elle s'était bornée auparavant à défendre la libre discussion, la libre discussion dans la C.N.T. Tout ce que fait ce groupe, si étrange que cela paraisse ne doit pas nous surprendre, car il prétend s'emparer de la direction du P.C. et fera tout pour plaire à Staline. L'opposition communiste ne fera le jeu de personne, elle appelle les choses par leur nom. Persuadée de faire son devoir, elle défendra son point de vue sur la C.N.T. contre tous les scissionnistes.

La grève générale de Seville

La presse s'occupe de la grève générale de Séville dont le motif est l'assassinat d'un ouvrier par « la force publique ».

Il y a quelques jours c'était la grève des oliveraies de Séville. Les grévistes parcouraient les entreprises, invitant toutes les ouvrières au chômage. Une meute de gardiens de l'ordre intervint, tira sur les grévistes, fit un mort. D'où grève générale en signe de protestation. La police, la garde de l'ordre, la garde civile ont tiré sur les ouvriers. On parle de plusieurs blessés, dont quelques-uns gravement. Nous reparlerons prochainement du mouvement gréviste.

LACROIX.

En Angleterre

Conservateurs, Labouristes à l'aide du capitalisme anglais

La situation politique est des plus confuses, étant dominée par le développement inexorable de la crise économique et du chômage. Les partis traditionnels se rompent ou se soudent suivant l'humeur capricieuse du moment. La défaite totale du *Labour party* dans la solution du chômage s'est manifestée dans les résultats de l'élection de Shetleston, un des quartiers les plus misérables de Glasgow. En 1929, John Wheatley, un des fougueux leaders de l'extrême gauche dans l'I.L.P. avait eu 6.724 voix de majorité sur le conservateur. Le 27 juin dernier, Mac Govern, candidat du Labour n'a été élu qu'avec 396 voix de majorité. Le P.C. n'a pas profité de cette perte : 1.459 voix ont été à Saklatvala l'ex-député communiste au Parlement, dont le nationalisme vulgaire (Saklatvala est un bourgeois hindou) s'accommode fort bien de la politique officielle de P.C.

L'impuissance de la gauche du Labour

Le conservateur n'en a pas non plus profité ; il a perdu des voix au profit d'un candidat « nationaliste écossais ». Des milliers de chômeurs se sont abstenus. Mac Govern qui appartient à l'opposition de gauche dans le Labour a cependant mené une campagne d'une grande démagogie contre le gouvernement Labour, campagne qui a été dévouée par le comité exécutif du Labour. La clique dirigeante a interprété le demi-échec de l'extrême gauche écossaise comme un désaveu par les masses de son verbalisme révolutionnaire. C'est en effet, un désaveu, mais ce n'est pas une approbation de la politique gouvernementale. Bien au contraire, la haine contre le gouvernement de pilres présidé par Mac Donald grandit ; les attaques émoluées de Mixton ne satisfont personne. Quant au P.C. sa politique de pirouettes entre l'ultra gauche et l'ultra droite l'empêche d'être pris au sérieux. Il découle de cela un immense désarroi dans les masses qui ne savent où aller, et qui passeront de plus en plus par des alternatives d'abattement et de lutte désespérée.

Pendant que le L.P. s'aliène la classe ouvrière, sa politique économique devient de plus en plus conservatrice. Ce processus est intimement lié aux luttes internes que se livrent les conservateurs. Vous savez que l'hostilité entre le leader officiel Stanley Baldwin et les lords Beaverbrook et Rothermere ne

fait que s'accroître. Dans le fond, comme l'a déclaré Beaverbrook, il n'y a pas divergence sérieuse entre eux. Tous les deux sont partisans de la constitution de l'empire britannique en bloc économique fermé, opposé à la fois aux Etats Européens et aux Etats-Unis. Beaverbrook, logique avec lui-même réclame des droits de douane élevés sur l'importation des produits alimentaires. Baldwin n'ose pas inscrire cet article au programme conservateur et demande au préalable un referendum dans la population.

Il est tout à fait certain que le peuple est hostile à une mesure qui augmenterait considérablement le coût de la vie. Le « free breakfast » est une chose si ancrée dans les masses que les plus farouches protectionnistes n'ont pu y toucher. Baldwin a peur d'une révolte des masses. Beaverbrook n'hésiterait pas à passer outre. Le fascisme britannique montre ici le bout de son oreille.

L'impérialisme à outrance de Beaverbrook a trouvé un appui naturel chez Lord Melchett (sir Alfred Mond), l'ex-ministre libéral, l'initiateur des conférences de paix industrielle entre patrons et trade-unionistes. Un banquet donné au Savoy le 26 juin dernier par l'« Economic union of Empire » les a fraternellement réunis pour entendre Sir Abel Bailey, pélerin du « libre-échange impérial » à travers l'empire. Celui-ci a préconisé comme mesure immédiate la constitution d'une conférence impériale permanente où se réuniraient les délégués des différents Etats de l'empire.

Les Trade-Unions d'accord avec Beaverbrook

Le même jour, par un synchronisme vraiment extraordinaire a paru le rapport du conseil général des Trade-unions sur la situation économique, où les idées de Beaverbrook se trouvent presque calquées. Que réclament les bureaucrates des T.U. ? Un bloc économique d'empire fermé aux influences extérieures, dirigé par un comité « au-dessus des partis » formés de représentants des états, des patrons et des ouvriers (une sorte de B.I.T. purement britannique). Dans un paragraphe d'une rare hypocrisie, les dirigeants Trade-unionistes affirment n'avoir rien de commun avec Beaverbrook. A la lettre, c'est juste, car le « théoricien ouvrier » en Angleterre ce n'est pas Beaverbrook, mais lord Melchett, l'ami intime et le maître tout puissant des Ben Tillet, Turner, Cook et Co. Mais lord Melchett et Beaverbrook, ce sont deux doigts de la même main de fer impérialiste. La peur des ouvriers produit le même effet sur le conseil général des T.U. que sur M. Baldwin. Sur les tarifs protecteurs, pierre angulaire du bloc impérialiste, le rapport a le front de... laisser la question ouverte !

Les bourgeois les plus féroces et les empiristes les plus versatile du mouvement ouvrier en viennent aux mêmes conclusions : sauver le capitalisme britannique par le bloc économique impérial. Un tel sauvetage ne pourrait se tenter qu'après avoir livré à la misère noire les ouvriers anglais qui en seraient les premières victimes. Bourgeois et bureaucrates du Labour ont peur d'agir et tergiversent en s'appuyant mutuellement les uns sur les autres. Mais même, s'ils réussissaient à prévenir toute réaction prolétarienne, la constitution et le fonctionnement de l'Empire uni au milieu des circonstances mondiales actuelles (concurrence américaine, question des Indes) est mille fois plus utopique que la Révolution socialiste à laquelle l'Angleterre n'échappera pas.

Le facteur essentiel de la Révolution prolétarienne, le parti communiste est dans un retard exceptionnellement grand sur le rythme des événements sociaux. L'usage que fait le Labour du pouvoir lui ouvrait des perspectives particulièrement intéressantes. Nous étudierons prochainement la situation actuelle réelle du Parti communiste anglais et ses perspectives. — P. S.

A L'AIDE DE LA VÉRITÉ !

Nous publions ci-dessous les souscriptions recueillies cette semaine pour la *Vérité* et pour le fonds d'entraide oppositionnel. Il faut intensifier les souscriptions ! Nous en avons un urgent besoin.

Il est indispensable que tous nos camarades se préparent dès maintenant à organiser une souscription très sérieuse pour le journal. Son existence en dépend, il nous faut préparer la collecte d'une cotisation hebdomadaire régulière. A cette cotisation, le plus grand nombre de nos camarades devront participer et faire participer ceux qui les entourent.

Le nombre des abonnements demeure insuffisant. S'abonner, recueillir des abonnements, c'est la tâche immédiate de ceux qui nous lisent et qui sentent le besoin de soutenir l'opposition de gauche dans sa tâche de régénération du mouvement.

En ce qui concerne la *Vérité*, nous enverrons bientôt à chaque camarade une liste de souscription. Il faut la faire circuler, et recueillir les fonds. La *Vérité* ne peut pas vivre sans l'aide constante de chaque camarade collectant autour de lui les souscriptions nécessaires à la vie du Journal.

Envoyez les fonds au compte chèque postal : P. Frank. 136.855 Paris.

Souscription pour l'Entr'Aide Oppositionnelle

Jeanne, 40 fr.; Vacher, 10; Audoin, 100; Norbert, 10; N.C., 100; Un postier, 10; Jean-Jacques, 5; Un camarade hongrois, 5; Hg, 5; Vilik, 5; Bolgar, 5; Hardouin, 6; Senine, 5; Max, 5; André, 10; Archiomarxiste, 10; F. G., 60; Frank, 20; Chalon, 10. — Total: 394 fr.

Souscription pour la « Vérité »

Audoin, 10; Franck, 20; P.N., 15; D. N., 15; Hardouin, 5; Jeanne, 20; Un postier, 10; G., 15; Des jeunes en promenade, 72; Chatelain, 2; Chalon, 10. — Total: 194 francs.

A TOUS NOS REDACTEURS ET CORRESPONDANTS

nous rappelons qu'il faut nous faire parvenir la copie pour le mardi soir, au plus tard.

NOTEZ-LE !

DANS LE PARTI

DANS LE 4^e RAYON Sémard étouffe par des manœuvres déloyales la base à l'assemblée du sous-rayon du 13^e.

Nous avons déjà dénoncé dans les colonnes de la *Vérité* les manœuvres déloyales de la Direction contre le comité du 13^e.

Sémard demande que cette assemblée qui d'après la décision unanime du comité du sous-rayon doit être délibérative, soit informative. Sa proposition est mise aux voix et adoptée par 15 voix contre 9. On a voté pour la direction des camarades sincères qui comprendront plus tard, des éléments passifs et des fromagistes.

Sémard nous raconte pendant 2 heures et demie que :

1. La direction est *labou*.
2. Ce qui était de l'opportunisme, il y a quelque temps est maintenant la ligne.
3. Toutefois la « ligne » antérieure était aussi juste mais mal appliquée par les instances inférieures. Ensuite il nous déclare : Le 1^{er} août ne sera pas une grève politique (comme si cela dépendait de la grégarité des bureaucrates et non de la situation politique).

Cela ne l'empêche pas de s'acharner à la fin de son laïus sur la résolution du comité du sous-rayon dont le 1^{er} paragraphe dit que « le mot d'ordre de grève politique est trop en avant des masses ».

Il répond aux objections des camarades qui lui montrent les documents du parti : « Ce sont des titres » (sic). Ensuite il blâme les journaux des cellules qui ont écrit « en avant pour la grève politique des masses ». Pourtant ces camarades n'ont qu'appliqué ce qu'il y avait dans les circulaires.

L'exemple de la Santé montrera encore plus clairement que Sémard est obligé de lâcher du lest.

Il nous déclare à Ivry : La préparation clandestine de la manifestation de la Santé était une faute. Il semble avoir oublié cela car à l'assemblée du 13^e il fit savoir que le comité central avait envisagé dans une séance illégale de préparer les manifestations de la Santé.

Le bureaucrate Sémard passe à côté de la question que les camarades du comité posent, à savoir si la manifestation de la Santé était possible. La résolution du 13^e répond avec raison : non.

Nous sommes en présence d'un tournant menant à l'opportunisme. La *Vérité* a déjà fourni des extraits des documents du parti et de l'Internationale ; elle doit continuer pour éclairer les camarades.

Sémard veut empêcher que la base parle, apporte ses critiques et ses propositions c'est pourquoi il péroré pendant des heures pour empêcher les camarades de parler.

La « grève politique » était faite pour le 1^{er} mai, mais pour le 1^{er} août « c'est une faute » (paroles de Sémard). Pourquoi traitez-vous alors les camarades qui posent le problème de la ligne politique de liquidateurs ?

Les camarades ne doivent pas croire que Sémard agit ainsi pour sauver son prestige personnel. Non. C'est l'expression de toute une ligne politique que nous qualifions de centrisme. Pour avoir lutté contre cette politique qui mène à l'alliance avec Tchchang-Kaï-chek nous avons été exclus de l'organisation qui reste toujours la nôtre, le parti communiste.

Signalons encore que Sémard débite déjà pour la deuxième fois pendant plus d'une demi-heure des sottises sur le « trotskysme battu en mieltes ». Qu'est-ce que vous allez prendre, mon cher Sémard, lorsque « le patron » saura que vous avez dit : « Une partie des critiques de l'opposition est juste. Mais... »

Quelques camarades du comité du sous-rayon signent une déclaration comme quoi ils se retirent du comité. Ce procédé des camarades correspond aux bonnes règles bolchéviques. Battus, ils s'inclinent, laissent à d'autres la responsabilité, prêts à remplir loyalement les tâches pratiques tout en défendant leur point de vue juste devant le parti.

Cela ne plaît pas au menchévique Sémard qui sait bien que ce sont les meilleurs militants qu'il a traités avec la déloyauté stalinienne devant l'ensemble du parti des « liquidateurs ». Soyez logique avec vous-même, Monsieur Sémard. Pourquoi ne voulez-vous pas accepter la démission des

« liquidateurs » auxquels vous ne donnez même pas la place dans l'*Humanité* pour s'expliquer ? La discussion d'après vous n'est pas close, mais vous apportez déjà des conclusions.

La réunion se termina à 9 heures sans que la base, dont les bureaucrates ont une peur mortelle, ait pu parler.

Épinglons encore un fait qui en dit long : Le comité du sous-rayon a en son temps refusé l'adhésion d'une ouvrière pour attitude anti-ouvrière à l'usine.

Sémard le lui reproche

C'est ainsi que le mépris de la base conduit les bureaucrates du parti à prendre la défense d'un jaune.

Un correspondant.

L'OPPOSITION LUTTE POUR LE PARTI

Un de nos camarades nous envoie la lettre qu'il a écrite à un membre du Parti. Nous en publions ici des extraits. Que chaque ouvrier les lise comme s'ils étaient écrits pour lui. Avec notre camarade, la *Vérité* veut ouvrir les yeux à chaque ouvrier communiste.

Cher camarade,

Pour échapper à toute influence néfaste chaque ouvrier doit voir clair et analyser lui-même la situation et cela tu ne le fais certainement qu'à la lueur de l'*Humanité*, en prenant au sérieux tout le bluff qui y est étalé. (Nous n'y voyons la vérité que quand elle est à l'avantage des bureaucrates). Tu te dis, ça ne va pas bien ici, dans la Région Parisienne, mais à Lyon à Lille et ailleurs les ouvriers sont plus combattifs. Ceux de Lille et de Lyon disent aussi : ça ne va pas ici, mais à Strasbourg et Paris ça va mieux. C'est au moyen de ces comptes-rendus truqués et amplifiés par l'*Humanité* et les autres journaux du Parti et des syndicats que les bureaucrates espèrent conquérir la classe ouvrière. Non ! Au contraire. Ce n'est pas en trompant les masses que nous obtiendrons leurs sympathies ; mais seulement en leur expliquant la situation clairement, en étudiant cette situation, et le degré de combativité des ouvriers et leurs revendications que nous pourrions les conquérir et travailler utilement pour la révolution. Si les intérêts immédiats ne sont pas nos objectifs principaux il faut quand même en tenir compte. Les ouvriers se mettent en grève pour ces intérêts immédiats et non pour des buts politiques comme l'affirme aussi bien l'*Humanité* tous les jours. Ex. : Les terrassiers refusant d'entendre parler Gilton. La grève de 24 heures du bâtiment le 1^{er} mai, les deux grèves des chauffeurs de taxis. Leur grève revendicative fut de 99 p. cent de chômeurs tandis que le 1^{er} mai un pourcentage assez fort a travaillé (c'est l'*Humanité* qui l'a dit).

Il est clair qu'il faut démontrer aux ouvriers en lutte la tournure politique que prennent les grèves parce que l'économique est lié au politique ; mais vouloir faire des grèves purement politiques dans la situation actuelle sans s'intéresser aux conditions de réussite des grèves n'aboutit qu'à faire perdre la confiance des ouvriers envers les organisations ouvrières de la même façon qu'en 1920 envers la C.G.T. et Jouhaux.

Des camarades du sommet et de la base qui ont la possibilité et la franchise d'analyser font bien des critiques mais ils sont tout de suite gratifiés de tous les noms et qualificatifs que renferme le vocabulaire en vigueur dans le parti d'où ils sont exclus. Et toi, comme un brave moulin de Pamurge bien docile tu entonnes les calomnies que les chefs ont prononcées. Eh bien ! Sache que ce n'est pas avec des calomnies que l'on doit combattre à l'intérieur des organisations, mais avec des arguments réels et précis. Ceux qui emploient la calomnie ne se sentent pas assez forts pour pouvoir apporter des arguments qui puissent convaincre.

Maintenant je veux t'apporter quelques arguments pour t'éclairer d'abord et te montrer ensuite que je m'intéresse plus aux usines que tu ne voulais te faire croire l'autre fois ; ce que tu disais plus par dépit que connaissance de cause.

En 1914, Cachin fait l'Union Sacrée avec la bourgeoisie pour la guerre. Aujourd'hui il est le porte-drapeau du P.C.F. et soldat d'honneur de l'Armée Rouge (belles références pour conquérir les ouvriers révolutionnaires sincères et ennemis de toutes compromissions).

Bloumkin, Silov, Rabinovitch, Racovsky, Trotsky et tant d'autres ont été les principaux artisans et vainqueurs de la Révolution russe avec Lénine en 1917. Aujourd'hui : les trois premiers viennent d'être exécutés il y a quelque temps sur l'ordre de Staline pour n'avoir pas voulu abandonner leur ligne politique comme d'autres l'ont fait et avoir des relations avec Trotsky. Sur ces faits l'*Humanité* fait le silence absolu, il est difficile de nier ; et confirmer c'est très gênant. Racovsky malade est maintenu en déportation en Sibérie bien que les médecins réclament son envoi dans les régions chaudes du Caucase. Trotsky est chassé de l'U.R.S.S.

Staline n'ose pas faire fusiller ces deux derniers parce que trop connus et la réaction des ouvriers serait violente, mais il n'hésite pas à faire fusiller ceux qui sont moins connus, et cela au moment où il recule en face des popes et des koulaks. Crois-tu qu'avoir des idées différentes sur les perspectives d'avenir est un crime qui mérite la mort ?

D'autres qui furent des flanchards pendant la Révolution ; (lors d'une motion présentée par Lénine le 17 novembre 1917 ils refusèrent de la voter. Ce sont : Riazanov et Losovsky ; le lendemain 18 novembre : Noguine, Rikov, Milioutine, Théodorovitch, Chliapnikov, Kamenev et Zinoviev, se retirèrent des postes de Commissaires du Peuple ou du Comité Central du Parti Bolchévique) la plupart d'entre eux : Kamenev, Rikov, Losovsky, Riazanov, Zinoviev, Chliapnikov, sont membres du P.C.R. ou les principaux dirigeants du P.C.R. de P.I.C. et de P.I.S.R. Tu n'as qu'à te reporter à « Dix jours qui ébranlèrent le Monde » et tu contrôleras ces faits, pages 138, 139, 178, 179, 180, 209, qui renferment les faits principaux et ensuite tu liras le livre tout entier.

Staline fut toujours contre Lénine avec les menchéviques, avec Tchchang-Kaï-Chek, Wang-Tin-Wei, les Goliffet et Noske de la Révolution Chinoise, avec Roy aux Indes, avec ceux qui l'opposition à toujours dénoncés comme des ennemis du prolétariat et de la paysannerie. Voilà les « alliés sûrs » de Staline, Boukharine, etc.

Pendant ce temps les véritables révolutionnaires qui ont donné des preuves comme tels sont hors de P.I.C. : exclus, déportés, exilés, emprisonnés, en danger de mort : C. Racovsky, F. Ghez (anarchiste), et même fusillés.

A cette lumière tu te rendras compte si mes camarades et moi nous sommes des contre-révolutionnaires, des défenseurs de la bourgeoisie qui allons te livrer à « la grande maison ». Et le jour de la Révolution si nous sommes encore vivants tous les deux (nous devons tenir compte des circonstances plus ou moins brutales), tu pourras te rendre compte de ceux qui descendront dans la rue et de ceux qu'il faudra y faire descendre avec la pointe des baïonnettes dans les fesses et parmi ceux-ci un certain nombre de camarades qui croient avoir accompli un grand travail révolutionnaire après avoir rédigé quelques dizaines de pages de circulaires avec des phrases plus ou moins académiques et incompréhensibles pour la plupart des travailleurs.

Que penses-tu de l'*Humanité* du 7 avril. En 1^{re} page : « A bas le Pape », en dernière page : publicité pour les articles de Communion (l'argent n'a pas d'odeur). Ceci doit être écrit dans la nouvelle ligne révolutionnaire révisée, transformée en une espèce de catéchisme de secte. Comme, tu n'as certainement pas vu le dernier de ces deux documents je te les joins à cette lettre pour te laisser juge.

La veille de la fermeture de la B.O.P. Cachin déclarait que l'*Humanité* avait « complètement remboursé à la B.O.P. aujourd'hui même ». Il y a quelques semaines les 11, 12, 19 avril, Cormon écrivait que l'*Humanité* devait encore 1 million 620 mille francs à la B.O.P. ou aux organisations syndicales. Qu'est-ce que c'est que cette salade ? N'est-ce pas se foutre royalement des camarades conscients et sincères ? Je pourrais te citer d'autres faits qui sont trop longs à énumérer tous.

Sur mon travail dans l'usine pour réfuter ton argumentation je joins deux journaux d'usine de la boîte où je travaille et dont j'ai rédigé presque tous les articles sauf celui du 1^{er} mai et un tract du S.R.I. que j'ai rédigé, distribué et fait la réunion. — G. R. (Le Bourget.)

DANS LA REGION TOURANGELLE

La *Vérité* a publié en son temps la résolution de la cellule des Ateliers P.O. de Tours. La direction régionale qui avait ouvert la discussion, entend la clore après sa réponse. Elle a refusé la publication de la résolution suivante de la cellule :

PRECISIONS DE LA CELLULE DES ATELIERS P. O. TOURS A LA REPONSE DU BUREAU REGIONAL

La Cellule des Ateliers P.O. dans sa réunion du 24 juin 1930, après avoir pris connaissance de la réponse du Bureau Régional sur sa résolution constate, que ce dernier a répondu une fois de plus à côté de la question en se retranchant derrière un système bureaucratique qui confond les faits avec les thèses.

Qu'a fait la cellule ? nous répond-on. Cela semblerait laisser croire que nous n'avons absolument rien fait, alors que la vérité est tout autre. Un peu d'historique que le Bureau régional semble vouloir oublier :

1925 : comité d'union prolétarienne ; 1928 : comité de B.O.P., comité d'atelier contre la rationalisation ; 1929 : comité B.O.P. (élection municipale), comité de 1^{er} août ; 1930 : comité de défense de l'*Humanité*. Tous ces divers comités que nous avons créés n'ont vécu qu'un laps de temps très court. Après deux ou trois réunions, seuls les camarades du parti y assistaient. Peut-on dire que le but recherché était atteint ?

Etant données les expériences précédentes, nous avions pensé qu'il était nécessaire pour le 1^{er} mai, de renforcer notre action par un journal syndical d'usine (Le Talon de fer), tiré à 2.500 exemplaires et diffusé à la porte des ateliers de Tours et Saint-Pierre, faisant appel aux ouvriers à assister à des réunions se faisant à proximité de leur travail, ceci avant la Conférence interindustrielle ; réunions auxquelles les ouvriers n'ont pas répondu, ce qui explique facilement notre non-représentation à ladite conférence.

A notre tour, nous posons la question : Qu'a donc fait la direction régionale pour la préparation du 1^{er} Mai... si ce n'est beaucoup de travail sur le papier, mais en réalité, rien ? Combien les cellules de Tours ont-elles créé de Comités de lutte ? Combien y en a-t-il dans toute la région ?

Après tout, il faudrait se mettre d'accord. N'est-ce pas par l'aveu même de Sémard, dans des assemblées d'information du 2^e rayon et sous-rayon du 13^e, que nous apprenons qu'il n'y a pas ou presque pas de comités de lutte dans toute la R. P. ?

Pour nous, nous estimons que le rôle d'une direction ne consiste pas à être toujours pour des formules, sans tenir compte des possibilités de réalisation et c'est pourquoi nous disons une fois de plus que l'on traite avec le mépris le plus absolu les camarades du parti apportant la voix de la base.

Naturellement, notre résolution devait amener les commentateurs socialistes. Ceux-ci se réjouissent dans le Réveil du 14-6-30 des difficultés du parti dont ils espèrent tirer profit. Du reste, la politique suivie par notre parti pendant ces dernières années, n'a servi qu'à augmenter leur influence.

Ce n'est pas notre position qui doit les favoriser ; le changement politique que préconise la cellule n'est pas la liquidation du parti au profit de la social-démocratie ; c'est une politique qui doit lier le parti avec les masses, consolidant ainsi son organisation, en arrachant les masses à l'influence social-démocrate et réformiste.

Tours, le 24 juin 1930.

(Voté à l'unanimité des membres de la cellule présents
(1 absent).

D'autre part, à la dernière réunion de la cellule, un des membres du secrétariat de la région est venu attaquer le manifeste de l'Opposition unitaire de la 26^e U.R. La cellule a répondu en donnant à l'unanimité des membres présents son approbation à ce manifeste.

**ABONNEZ-VOUS!
SOUSCRIVEZ!
ECRIVEZ-NOUS!**

Le période de transition dans la révolution en Italie

Nous publions ici un extrait d'une lettre du camarade Trotsky aux camarades de la nouvelle opposition du P.C. italien. Cette lettre paraîtra intégralement dans le prochain numéro de La Lutte de classes.

La crise profonde du P.C. Italien ne pourra se résoudre que par une discussion devant tous les ouvriers des problèmes posés par l'évolution du fascisme et les perspectives de la révolution prolétarienne. Ce n'est pas par l'étouffement, et les injures dont Ercoli et la Vie Prolétarienne abreuvant l'opposition, que les communistes italiens pourront préparer les cadres et les mots d'ordre d'action futurs. La tâche de l'opposition, est de convaincre chaque membre du Parti de la nécessité urgente pour l'ensemble du Parti de réviser honnêtement les erreurs des directions opportunistes sur la base de la position de l'opposition de gauche internationale. Il faut lutter avec énergie pour cela.

2. — La question que nous venons d'examiner (celle de l'Assemblée républicaine) est intimement liée à une autre que vous analysez dans votre lettre, à savoir : quel caractère social contractera la révolution antifasciste ? Vous niez la possibilité en Italie d'une révolution bourgeoise. Ce en quoi vous avez parfaitement raison. L'histoire ne peut tourner en arrière toute une quantité de pages dont chacune équivaut à un lustre d'années. Le comité central du parti communiste italien avait déjà tenté précédemment d'élever la question en proclamant que la révolution ne serait ni bourgeoise ni prolétarienne, mais « populaire ». C'est une simple répétition de ce que disaient les populistes russes au début de ce siècle lorsqu'on leur demandait quel caractère contractera la révolution contre le tsarisme. Et c'est encore cette même réponse que donne actuellement l'Internationale communiste concernant la Chine et l'Inde. C'est tout simplement une variante soi-disant révolutionnaire de la théorie social-démocrate d'Otto Bauer et d'autres, selon laquelle l'Etat peut s'élever au-dessus des classes, c'est-à-dire n'être ni bourgeois ni prolétarien. Cette théorie est néfaste tant pour le prolétariat que pour la révolution. En Chine elle a transformé le prolétariat en chair à canon de la contre-révolution bourgeoise.

Toute grande révolution se trouve être populaire en ce sens qu'elle entraîne dans son sillon le peuple tout entier. Et la grande Révolution française et la Révolution d'Octobre furent absolument populaires. Cependant la première était bourgeoise car elle instituait la propriété individuelle, tandis que la seconde fut prolétarienne parce qu'elle abolit cette même propriété individuelle. Seuls quelques révolutionnaires petits-bourgeois, désespérément retardataires peuvent encore rêver d'une révolution qui ne serait ni bourgeoise ni prolétarienne, mais « populaire » (c'est-à-dire petite bourgeoise).

Révolution populaire ?

Or, en période impérialiste, la petite bourgeoisie est non seulement incapable de diriger une révolution, mais même d'y prendre une part déterminée. De sorte que la formule d'une « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie » constitue désormais une simple couverture d'une conception petite bourgeoise d'une révolution de transition et d'un Etat de transition, c'est-à-dire d'une révolution et d'un Etat tels qu'il ne peut plus guère s'en produire non seulement en Italie, mais même pas dans l'Inde retardataire. Un révolutionnaire qui n'aurait pas pris une position nette et claire concernant la question de la dictature démocratique prolétarienne et paysanne, est destiné à tomber d'erreur en erreur. En ce qui concerne le problème de la révolution antifasciste la question italienne est plus qu'aucune autre intimement liée aux problèmes fondamentaux du communisme mondial, c'est-à-dire à la théorie dite de la révolution permanente.

3. — A ce qui précède vient faire suite la question de la période de « tran-

sition » en Italie. Tout d'abord il faut bien clairement établir : transition de quoi à quoi ? Période de transition de révolution bourgeoise (ou « populaire ») à révolution prolétarienne, — est une chose. Période de transition de dictature fasciste à dictature prolétarienne, — est une autre chose. Si on envisage la première conception, la question de la révolution bourgeoise se pose en premier lieu et il s'agit alors d'y situer le rôle du prolétariat, après quoi seulement se posera la question de la période de transition vers une révolution prolétarienne. Si l'on envisage la seconde conception vient alors à se poser la question d'une série de combats, perturbations, renversements de situations, tournants brusques, constituant dans l'ensemble les différentes étapes de la révolution prolétarienne. Ces étapes peuvent être nombreuses. Mais elles ne peuvent en aucun cas contenir en leur sein une révolution bourgeoise ou son avorton mystérieux : la révolution « populaire ».

République démocratique ?

Est-ce à dire que l'Italie ne peut pour un certain temps redevenir un Etat parlementaire ou devenir une « république démocratique » ? J'estime, — en parfait accord avec vous, je pense, — que cette éventualité n'est pas exclue. Mais alors elle ne sera pas le fruit d'une révolution bourgeoise, mais le foetus avant terme d'une révolution prolétarienne insuffisamment mûrie et prématurée. Au cas d'une crise révolutionnaire profonde et de combats de masses au cours desquels l'avant-garde prolétarienne n'aura pas été en mesure de prendre le pouvoir, il se pourra que la bourgeoisie réédifie son pouvoir sur des bases « démocratiques ». Peut-on dire, par exemple, que la république allemande actuelle constitue une conquête de la révolution bourgeoise ? Une telle affirmation serait absurde. Il y eut en Allemagne en 1918-19 une révolution prolétarienne qui, privée de direction, fut trompée, trahie et érasée. Mais la contre-révolution bourgeoise se vit cependant dans l'obligation de s'adapter aux circonstances résultant de cet érasement de la révolution prolétarienne, ce qui eut pour résultat la constitution d'une République de forme parlementaire « démocratique ». La même éventualité, — ou à peu près, — est-elle exclue pour l'Italie ? Non, elle n'est pas exclue. L'intronisation du fascisme fut le résultat de l'inachèvement de la révolution prolétarienne en 1920. Seule une nouvelle révolution prolétarienne peut renverser le fascisme. Si cette fois encore elle n'était pas destinée à vaincre (faiblesse du parti communiste, manœuvres et trahisons des social-démocrates, des francs-maçons, des catholiques), l'état de « transition » que la contre-révolution bourgeoise se verrait alors forcée d'établir sur les ruines de son pouvoir à forme fasciste, ne saurait être autre qu'un état parlementaire et démocratique.

Car, quel est en définitive le but de la concentration anti-fasciste ? Prévoyant la chute de l'état fasciste par un soulèvement du prolétariat et, en général de toutes les masses opprimées, la concentration s'apprête à arrêter ce mouvement, le paralyser, et à le frustrer de sa conquête pour faire passer la victoire de la contre-révolution renouvelée pour une soi-disant victoire d'une révolution bourgeoise démocratique. Si l'on perd un seul moment de vue cette dialectique des forces sociales vivantes, on risque de s'embrouiller irrémédiablement et de s'écarter du droit chemin. Je crois qu'il ne peut y avoir aucun malentendu entre nous à ce sujet.

4. — Mais cela signifie-t-il que nous, communistes, repoussons à priori toute devise démocratique, tout mot d'ordre de transition ou de préparation, nous en tenant rigoureusement à l'unique dictature prolétarienne ? Ce serait faire montre d'un vain sectarisme doctrinaire. Nous ne croyons pas un seul moment qu'un simple saut révolutionnaire suffit à franchir ce qui sépare le régime fasciste de la dictature prolétarienne. Nous ne nions nullement la phase de transition avec ses exigences

En INDOCHINE

Des réformes inexistantes, une répression aggravée

L'impérialisme français utilise le répit qu'il pense avoir obtenu dans le mouvement colonial pour procéder à quelques « réformes ». Il veut atténuer les abus les plus criants, escomptant ainsi apaiser quelques-uns des facteurs les plus immédiats de soulèvement. Le gouverneur de la Cochinchine a réadapté l'assiette de l'impôt personnel. Nous avons donné des précisions sur cet impôt qui retombe entier sur les épaules des paysans misérables et des prolétaires des grandes plantations, dont on exige le versement d'un mois de leur salaire. Une des revendications essentielles des mouvements collectifs des paysans cochinchinois était dirigée contre les abus de cet impôt. Le gouverneur a dû renoncer à poursuivre le paiement des arriérés. De plus il a réorganisé le mode de paiement de l'impôt. Le paysan était taxé à son village natal. S'il y réside, il doit, outre sa taxe, payer diverses rançons aux fonctionnaires intermédiaires et au maire lui-même : les fonctionnaires européens et indigènes exerçant, concurremment avec le gouvernement, les spoliations que leur pouvoir leur permet. En Cochinchine, les prolétaires des grandes plantations, transplantés par les recruteurs, sont contraints de subir les exigences des commissionnaires qui vont porter aux maires lointains le montant des lourdes taxes. La grande réforme du gouverneur consiste à organiser la perception de l'impôt dans la localité où résident les travailleurs.

Cette miniature de réforme met en lumière la façon dont l'impérialisme moderne a adapté, à sa domination, des formes sociales primitives. Le phénomène n'est pas unique. En Chine aussi et dans les Indes, l'exploitation impérialiste s'étaye sur une hiérarchie d'exploiteurs à laquelle elle a su infuser son contenu. La hiérarchie compliquée et anachronique de pillards sert de base à la domination de l'impérialisme étranger. L'Inde en présente plusieurs types depuis le propriétaire foncier jusqu'au contremaître usurier de ses hommes. Ce n'est pas aisé pour l'impérialisme de « débroussailler » ce réseau complexe de profiteurs et de parasites parce qu'il compromet en même temps les assises de sa domination dans les populations opprimées. C'est ainsi que les « réformes » dont les soulèvements imposent impérieusement la nécessité à l'impérialisme accouchent de cette souris administrative. Aux exactions, aux abus extraordinaires, aux crimes de l'exploitation et de l'oppression coloniale, dont de nombreux journalistes et littérateurs ont popularisé les excès qui votent un peuple à l'extermination, le gouvernement n'apporte que ce « remède ». Les véritables tyrans, les puissantes compagnies financières, n'ont pu être effleurées par les réformes gouvernementales.

C'est parce qu'il est en proie aux mêmes contradictions que l'impérialis-

transitoires, y compris les exigences de la démocratie. Mais c'est précisément avec l'aide de ces mots d'ordre de transition d'où s'ouvre toujours la voie vers la dictature prolétarienne, que l'avant-garde communiste devra conquérir la classe ouvrière toute entière et que cette dernière devra unifier autour d'elle toutes les masses opprimées de la nation. Et ici je n'exclus même pas l'éventualité d'une Assemblée Constituante qui, dans certaines circonstances pourrait être imposée par la marche des événements, ou, plus précisément par le processus de l'éveil révolutionnaire des masses opprimées. Certes, à l'échelle historique et pour l'ensemble de nombreuses années, les destinées de l'Italie se réduiront incontestablement à l'alternative suivante : fascisme ou communisme. Mais prétendre que la notion de cette alternative a pénétré dès aujourd'hui dans la conscience des classes opprimées du peuple, serait de la fantaisie pure et consisterait à considérer comme résolu déjà le problème le plus gigantesque dont la résolution demeure entière face à un parti commu-

me ne suit pas ses fidèles apôtres social-démocrates. Ceux-ci, adeptes enthousiastes de la colonisation élémentaire, lui proposent un remède déjà démodé : l'élargissement de sa base d'implantation dans la colonie par l'admission croissante d'éléments indigènes à la gestion coloniale. C'est la thèse de l'intégration des opprimés à l'appareil de l'oppression que les social-démocrates exportent dans la colonie. Mais l'impérialisme connaît les dangers du libéralisme. Et actuellement il prend au contraire une série de mesures de restriction et de coercition contre le développement des éléments indigènes. De là, le nouvel obscurantisme dans lequel la bourgeoisie française veut étouffer cyniquement la jeunesse indochinoise. Le gouverneur Pasquier vient de publier une circulaire hypocrite mettant en garde les familles contre les dangers de l'instruction occidentale et de l'envoi des étudiants en France. Ici encore le personnel politique corrompu s'institue le gardien des « saines traditions familiales ». Ce style de jésuites recouvre des mesures plus sérieuses de restriction à l'éducation des indochinois et à leur départ en France.

Ces mesures ne sont que la suite des persécutions dirigées contre les émigrés indochinois en France — et dont la dernière fut la dissolution arbitraire de l'Association des Etudiants. La principale et la plus brutale fut la déportation par mesure administrative des dix-neuf étudiants et ouvriers indochinois expédiés à fond de cale dans le pays conquis. Nos dix-neuf compagnons d'hier ont été traités par le gouvernement comme des sujets dont le conquérant peut disposer à merci. Comme le serf restait attaché à la terre, les Indochinois venus ici pour leur travail ou leurs études, restent attachés au sol de la conquête. Les oppresseurs les poursuivent jusque dans les rangs des travailleurs français auxquels ils étaient fraternellement mêlés. Les prolétaires ne doivent pas admettre ce « droit de suite » au nom duquel l'impérialisme procède, sous leurs yeux à d'ignominieux enlèvements.

Le Petit Parisien du 8 juillet publie un article malhonnête sur l'interview supposé d'un de ces camarades : au travers de ses dénigractions naïves et haineuses transparentes, malgré tout, la volonté et le courage révolutionnaire de ceux qui restent indivisiblement nos compagnons.

Les moyens mis en œuvre par l'impérialisme apparaissent bien disproportionnés par rapport au processus que l'extension de l'exploitation capitaliste procrée elle-même en Indochine. La mesure suprême sur laquelle il s'appuie est déjà claire : la répression et l'armée d'occupation. Il est aussi clair que son suprême adversaire sera le mouvement conscient du prolétariat opprimé.

F. GERARD.

niste encore faible. Si la crise révolutionnaire devait éclater, par exemple, au cours des premiers mois qui vont suivre (sous la poussée de la crise économique d'une part et sous l'influence révolutionnaire venue d'Espagne), les grandes masses laborieuses tant ouvrières que paysannes feraient certainement suivre leurs revendications économiques de mots d'ordre démocratiques (tels que la liberté de réunion, de la presse de coalition syndicale, représentation démocratique au parlement et aux municipalités). Cela signifie-t-il que le parti communiste devra rejeter ces exigences ? Au contraire. Il devra leur imprimer l'aspect le plus audacieux et le plus catégorique possible. Car l'on ne peut imposer la dictature prolétarienne aux masses populaires. On ne peut la réaliser qu'en menant le combat, — le combat en entier, — pour toutes les revendications, exigences et besoins transitoires des masses, et à la tête même de ces masses.

L. TROTSKY.

LA VIE OUVRIÈRE

D'UNE SEMAINE A L'AUTRE

Elections aux Caisses des Retraites

Les résultats des élections à la Caisse autonome des retraites des mineurs sont significatifs. Les confédérés l'emportent de beaucoup sur les unitaires. Ainsi, dans le bassin minier le plus important, dans le Pas-de-Calais, les réformistes obtiennent une moyenne de 44.000 voix contre 20.000 aux unitaires. Si l'influence des confédérés s'avère encore toute puissante dans la région du Nord, dans le bassin de la Loire, l'influence des unitaires était jusqu'alors prépondérante. Ces derniers sont en régression très nette. Ils n'obtiennent que 4.500 voix contre 11.000 aux réformistes.

Dans le bassin de la Loire, les luttes de tendances qui du côté unitaire ont pris une acuité très grande entre minoritaires et majoritaires, ne sont pas évidemment étrangères aux résultats. L'adversaire réformiste en profite directement. C'est lui le bénéficiaire de ces luttes où certains minoritaires et des majoritaires 100 % semblent oublier son existence.

L'échec du Boucau

Les réformistes qui ont multiplié manœuvres sur manœuvres pour torpiller la grève du Boucau, qui attendaient avec impatience le moment où ils battraient en brèche l'influence communiste dans la cité rouge du Boucau, se réjouissent impudemment de l'échec de la grève. Le bureaucrate Galantus, dont le passé réformiste est particulièrement brillant, ne peut retenir la joie qui déborde de son cœur. Dans le *Peuple*, il peut s'étendre enfin sur « l'échec lamentable de la grève du Boucau ». Hypocritement, il affiche le souci de la solidarité pour les ouvriers « victimes désabusées » du « poison communiste ».

Galantus est dans son rôle de réformiste. Quelles que soient les réserves que nous pouvons faire quant à la tactique des dirigeants de la C.G.T.U. dans les grèves, il n'en reste pas moins, et il ne faut pas l'oublier, que les réformistes à la Galantus — et son compère Désarménien nous l'a prouvé pendant la grève du Boucau, — eux, n'ont qu'un souci : celui de pouvoir arguer d'une défaite communiste. L'intérêt des ouvriers, en la circonstance, ils s'en fichent et pas mal !

Le Congrès de la F. S. I.

Le 7 juillet, s'est réuni à Stockholm le 5e Congrès de la Fédération Syndicale Internationale d'Amsterdam. Trois grandes questions étaient à l'ordre du jour : Programme économique, programme social et action pour la paix. Ce dernier point fut traité par Jouhaux, qui eut ainsi l'occasion de prononcer de très grandes et pompeux discours, en se gardant bien de rappeler son rôle de complice des militaristes pendant la guerre.

Deux autres questions furent aussi discutées par les bons réformistes : le choix éventuel d'une autre ville qu'Amsterdam comme siège de la F.S.I. ; Berlin a des partisans ; et le remplacement du secrétaire Sassenbach, celui-ci ayant exprimé le désir de « prendre une retraite bien gagnée ».

Avant le congrès, le *Populaire* donna une interview de Mertens, vice-président de la F. S. I. Celui-ci, après avoir rappelé la progression numérique de la F.S.I. (plus de 13 millions d'adhérents), se réjouit de ce que « notre mouvement syndical international a vaincu une fois pour toutes le noyautage communiste ».

Mertens indiqua que la semaine de 44 heures fera l'objet des discussions du Congrès. Sur le changement de siège, il dit curieusement : « Peut-être conviendrait-il mieux de parler d'un transfert de siège de la F.S.I. quand des syndicats russes auront rejoint nos rangs. »

Les réformistes et les Assurances

L'application de la clause inique du versement ouvrier obligatoire n'a pas été sans provoquer des résistances. Les réformistes du *Peuple*, partisans inconditionnés de la loi et du versement ouvrier, n'étaient pas sans appréhension en pensant aux réactions que causerait son application.

Le *Peuple* du 7, note que « le démarrage n'a pas rencontré les oppositions, les résistances sur lesquelles comptaient les adversaires de la loi ». Après avoir menti en indiquant que dans tous les grands ports aucun incident ne s'est produit, alors qu'à

Dunkerque une grève de 48 heures s'est produite, le *Peuple* assure que tous les travailleurs acceptent la loi et la retenue sur les salaires, en vertu des « avantages considérables » que leur rapportent les assurances sociales. En attendant, ça se traduit bel et bien par une diminution des salaires.

Gitton hier et aujourd'hui

Gitton, qui, il n'y a pas si longtemps, prodiguait dans les organes communistes et dans de nombreux discours les affirmations les plus grotesques sur la « prise du pouvoir », Gitton, en bureaucrate consciencieux, s'efforce d'appliquer le nouveau zig-zag en cours dans la C.G.T.U.

Dans la *Vie Ouvrière*, il part à fond contre le « verbalisme pseudo-gauchiste » et l'*Humanité* à le privilège de publier sous sa signature un article récent où il vitupère notamment, sur « certains camarades » animés de la fâcheuse tendance à lancer des « cascades de mots d'ordre ».

Mais dites donc, cher camarade Gitton, il nous souvient — c'est tout frais d'ailleurs — que la « prise du pouvoir » comme perspective immédiate que vous prôniez bouffonnement, à des rapports indéniables avec le « pseudo-gauchisme » que vous pourfendiez si justement et aussi les « certains camarades » avec leurs « cascades de mots d'ordre », ne doivent pas vous être si étrangers, car vous étiez, précisément, un de ces « certains camarades ».

A SAINT-OUEN :

Recul dans les Coopératives

Il y a quinze jours s'est tenue l'assemblée du cercle des coopératives. Jusqu'à ce jour le parti avait dominé dans les 2 coopératives *L'Abeille* et *La Ruche*. Il vient d'être battu.

Par sa politique malthonnête et idiote, et la corruption de certains, la direction du parti n'a abouti dans cet endroit qu'à dresser des prolétaires contre le parti. A cette assemblée assistaient 3 fonctionnaires, 1 commerçant (ceux-ci n'ont pas le droit d'entrée à la coop.) et 1 non adhérent au cercle. Malgré ce rassemblement, le parti n'a obtenu que 9 voix. Parmi ceux qui ont voté contre la liste du parti, il faut citer : B.B., ex-secrétaire du sous-rayon, délégué professionnel élu par le corps prudhommal, fondateur avec L.R. de la section du S.R.I. (L. est aussi contre la liste du Parti). B.L., ex-secrétaire du Parti de la région bretonne, ex-secrétaire de la section de St-Ouen, V. champion fédéral de la F.S.T., champion du Club, W., ex-responsable de la rubrique de St-Ouen dans l'Aube sociale, tous militants de la base travaillant en usine. Voilà le résultat du travail néfaste des 100 p. cent ! Malheureusement les socialistes-communistes vont tâcher d'en profiter pour reprendre les coopés. Il faut adhérer au cercle des coopés, et appeler tous les copains à agir en communistes sérieux, à déterminer une voie révolutionnaire juste qui permettra aux camarades de reprendre confiance dans le Parti en luttant contre les droitiens de toutes sortes.

Un correspondant.

VIENT DE PARAITRE :

Le numéro 21-22 de

« La Lutte de Classes »

Au Sommaire :

Editorial : Au fond de l'impasse. — *L. Trotsky* : Vers le socialisme ou vers le capitalisme ? — *L. Trotsky* : Le suicide de Maïakovsky. — *Laurent* : L'Opposition unitaire dans la C.G.T.U. — *Graef* : Encore une fois sur Marx et la question syndicale. — *Militant* : La politique syndicale aux Etats-Unis. — *K. Landau* : Notes sur la situation en Autriche. — *Well* : Le P.C.A. a encore perdu une occasion favorable. — *Ariat* : La querelle de la participation dans la S.F.I.O. — *Lacroix* : Le mouvement ouvrier en Espagne. — *Sizoff* : Le désarmement et l'accumulation capitaliste. — *Net-Sih* : Le déclin du Parti communiste chinois. — *Ariat* : A propos de Madagascar et de l'Algérie. — *Trotsky* : Sur l'idée du Parti Ouvrier et Pay-san pour l'Orient, etc., etc.

Prix de ce numéro double : 5 francs
Adressez-vous à la *Vérité*, 45, boulevard de la Villette, Paris (10e).

Abonnez-vous : Un an 30 francs. ; six mois : 15 fr. — Chèque postal : Naville 1333-80-Paris.

DANS L'EST :

Gitton à Neuves-Maisons

L'heure est à l'auto-critique. Pas de soi-même, mais des autres. La tactique des dirigeants confédéraux est de rejeter sur leurs sous-ordres les maladresses, les fautes graves de leur politique et de leurs méthodes. Ainsi fait Gitton à Neuves-Maisons.

Certes, nous n'avons pas à défendre les fonctionnaires subalternes de l'appareil qui, dociles, acceptent qu'on les charge et trop souvent se font les exécuteurs sans principe de la politique du jour. Nous savons bien que ces fonctionnaires subalternes ont été sélectionnés par Gitton et ses amis. C'est eux qui les choisissent, leur fidélité à la « ligne » est le critérium de leur admission dans l'appareil. Mais alors qu'on ne se plaigne pas des inconséquences et des insuffisances desdits fonctionnaires.

A Neuves-Maisons, le 3 juillet, avait lieu une assemblée d'information réservée aux syndiqués unitaires de la firme Châtillon-Comentry (mine, usine, bâtiment), avec le concours d'un secrétaire de la C.G.T.U., de Gitton.

Devant quarante camarades, Gitton commence par donner sur les doigts des responsables régionaux. Il cite les faiblesses d'organisation et la mauvaise compréhension des mots d'ordre dont il cite des cas qui ne sont guère à l'honneur de la 3e U.R.

Un exemple : pendant la dernière grève des mineurs de Piennes, des familles entières d'ouvriers polonais furent expulsées. Femmes, enfants, vieillards furent parqués dans la gare et y restèrent deux jours, sans manger. Les ouvriers, les commerçants, les petits artisans étaient révoltés de ces faits odieux, et une action vigoureuse aurait soulevé toute la population et acquis sa sympathie aux unitaires ; ça n'a pas été. Et pourtant, il y avait deux permanents : l'un français, l'autre polonais, qui pouvaient prendre la direction de cette action. Ils étaient, dit Gitton, absents !

Une autre faute : En Lorraine, dans un syndicat du bois, du côté de Metz, les dirigeants ont signé un contrat de travail, dont certaines clauses prévoient des augmentations de salaires en cas de hausse du coût de la vie et, en cas de baisse, des diminutions de salaires.

Gitton, sur les assurances sociales, contre le versement ouvrier, indique qu'il faudra lutter pour l'augmentation des salaires, par des mots d'ordre populaires, en s'inspirant des conditions réelles de luttes. C'est là un langage surprenant dans sa bouche.

Puis c'est l'attaque contre l'Opposition unitaire du Syndicat des mineurs. Les effectifs de ce Syndicat diminuent depuis qu'il est dirigé par les oppositionnels, prétend Gitton, qui continue en l'accusant de ne pas faire un geste pour récolter l'argent nécessaire à une délégation en U.R.S.S. au congrès de P.I.S.R.

Nous nous expliquons sur ces affirmations avec toi, Gitton, puisque tu dois venir prochainement chez les mineurs combattre l'Opposition unitaire. Mais déjà je t'ai dit à la réunion que la cause de la perte d'effectifs au Syndicat des mineurs, et le succès réformiste aux élections, nous élevant le poste de délégué mineur, était imputable aux majoritaires communistes à 100 p. 100 qui avaient entraîné contre la volonté du Comité Syndical, les mineurs dans l'aventure du 1er Mai. Depuis, les mineurs nous tournent le dos.

Gitton m'a demandé des explications sur ce que j'entendais par « aventuriers politiques ». Je lui ai répondu qu'aventuriers politiques étaient ceux qui, du haut en bas de la C.G.T.U., maniaient l'injure de toutes les façons contre leurs adversaires de tendances, font de la lutte contre ces derniers l'objet principal de leurs préoccupations.

A cette réunion, les membres du sous-rayon étaient présents. Ils n'ont pas voulu reconnaître que la Lorraine me calomniait sans cesse, parce que je gêne sa politique. Mais les mineurs présents ont jugé et pas dans leur sens.

Plus que jamais, camarades mineurs de Chaligny, avec la fraction de l'opposition unitaire, vous lutterez contre ceux qui mènent à sa perte le syndicalisme lutte de classes.

Georges PAGET.

LE MANIFESTE DE L'OPPOSITION UNITAIRE DE LA 26^e U. R.

Quelques erreurs de copie se sont glissées dans le texte transmis à l'imprimerie.

Au lieu de :

« Nous sommes convaincus du rôle de direction que doit jouer le Parti... » il faut lire :

« Communistes, nous aurions voulu voir le Parti capable de jouer le rôle de direction... »

A la fin du même paragraphe au lieu de : « se prononcent pour l'indépendance et l'apolitisme du mouvement syndical » lire : « se prononcent pour l'indépendance idéologique et l'apolitisme... »

Nouvelles signatures au Manifeste de la 26^e U. R.

Les adhésions suivantes ont été données au manifeste de la 26e U.R. :

Pammer, du Syndicat des municipaux de Tours ;

Delabarre, trésorier du Syndicat de Tours P. O. ;

Chailloux, secrétaire adjoint de la section de la Voie, membre du Conseil Syndical P. O. ;

Le Dall, secrétaire du groupe Traction du Syndicat P.O. Tours ;
Thomas Pierre, membre de la C. E. du groupe traction du Syndicat de Tours P.O. ;

G. et L. Bouët, Bazot, de l'Enseignement de Maine-et-Loire.

L'UNITE ANTI-OUVRIERE

Les 13^e et 14^e sections du P.O.P. et les débris du parti socialiste communiste de Paul Louis ont tenu une réunion commune où Paul Louis et Chasseigne ont pris l'engagement sacré d'opérer la fusion des deux organisations « pour le dixième anniversaire du Congrès de Tours ».

Des deux côtés, ce petit morceau d'unité ouvrière dévoile l'absence absolue de principes politiques — sans parler de l'absence absolue de principes révolutionnaires. Les leaders fatigués du Parti socialiste communiste ne songent nullement à demander des comptes à ceux qui les ont chassés, qui ont appliqué sept ans avec servilité la politique de l'Internationale et qui les ont traité ignominieusement. Le mot « d'unité » qui étouffe de larmes leur gorge suffit à leur faire accepter une unité sans aucun contenu positif pour la classe ouvrière.

Quant aux cyniques profiteurs du Conseil municipal ils voient dans l'unité un moyen d'augmenter la valeur de manœuvre que constitue entre leurs mains leur organisation pour monnayer leur entrée au parti socialiste. Les positions politiques ne les ont jamais gênés. Hier d'accord à cent pour cent avec les thèses du sixième congrès, ils soutiennent aujourd'hui mollement la droite du Parti russe Rykov, Tomsy et Boukharine en même temps qu'ils préparent leur passage sur le plan de l'Internationale deux et demie. Hier ils se posaient encore comme un parti orienté vers le redressement du communisme. Maintenant ils parlent dix ans après Tours, de l'unité ouvrière comme les socialistes en parlaient contre eux à Tours.

L'unité de la classe ouvrière, son unité de classe, effective et apte à mener un combat décisif de la bourgeoisie, n'a rien à voir avec ces unités de combines. Ces unités politiciennes ne font que servir et étendre l'influence de la démocratie bourgeoise dans les rangs ouvriers. Ainsi le destin du Comité pour l'Indépendance, si accolé au P.O.P. se précise clairement.

Pour travailler à la seule unité féconde, l'unité du prolétariat sur son terrain de classe, autour de son avant-garde révolutionnaire, la seule voie est de travailler à faire adopter au parti communiste une politique juste. C'est la voie dans laquelle travaille résolument l'opposition de gauche.

LA RÉPRESSION CONTRE LES BOLCHÉVIKS-LÉNINISTES

élément principal de la préparation du 16^e Congrès du Parti communiste russe

SUITE DE LA 1^{re} PAGE

et quand le sincère bolchevik Staline a-t-il reconnu ses erreurs ? » Le plan de Staline et de sa fraction est bien établi, en poursuivant par des méthodes féroces l'aile gauche, en discréditant en même temps l'autorité des droitières, renforcer encore plus solidement sa fraction. De la même façon qu'il a déporté les oppositionnels de gauche en Sibérie pendant qu'il volait certaines parties de leur plate-forme, Staline aujourd'hui chasse les droitières du Bureau Politique pour mener une politique de droite. Il est notoire que l'ultra-gauche et la droite sont deux aspects de l'opportunisme. L'essentiel du centrisme est d'oublier ce qu'il a fait hier et c'est pourquoi nous disons que demain Staline réalisera une politique de droite. Toute la lutte féroce contre l'aile gauche pendant les derniers mois en U.R.S.S. nous confirme cela. Au contraire, nous n'aurions pas combattu Staline un seul instant, s'il reconnaissait sincèrement toutes ses erreurs.

Et maintenant quelques mots sur les capitulards : ni Zinoviev, ni Kamenev malgré leurs nombreuses déclarations, n'étaient au Congrès. Il en fut de même de la deuxième cuvée des capitulards — Radek, Smilga, Préobrajensky — personne ne les a aperçus au 16^e Congrès. Même Piatakov, un des bons bolcheviks du temps de Lénine, le seul des capitulards qui écrivit un article pour le 50^e anniversaire de Staline, n'a rien dit au Congrès. Ainsi apparaissent réellement la démocrate dans le Parti et la sincérité de Staline. Mais les grands « théoriciens » Molotov (qui constatait il y a seulement quelques mois que la Révolution était à l'ordre du jour en France), Kaganovitch, ont bavardé durant des heures et ont trompé les ouvriers russes sur les forces grandissantes du P.C. en Europe.

Nous n'avons voulu donner dans cet article que l'atmosphère du 16^e Congrès. Dans le prochain numéro, nous essayerons de dégager la conclusion politique des décisions adoptées par ce Congrès et leur valeur réelle.

A. SENINE.

Un effroyable renforcement des présailles contre les bolchéviks-léninistes — élément le plus important de la préparation au 16^e Congrès du Parti.

Depuis le printemps de cette année, la direction stalinienne a été contrainte de poser à nouveau comme une tâche actuelle la question de « l'extermination de l'opposition ». Cette tâche résulte de ce que, malgré ce que les membres de l'appareil se vantent du contraire, l'opposition vit, travaille et travaillera. Il suffit de parcourir les journaux soviétiques pour se convaincre qu'il se passe rarement une assemblée de cellule ou une conférence du Parti sans qu'y prennent la parole des oppositionnels ou des demi-oppositionnels. La lutte de l'appareil contre l'opposition de gauche se développe exclusivement par les moyens de la répression. En liaison avec ce Congrès, la répression s'est accrue d'une façon effroyable. Le monolithisme pourri d'en haut est assuré par la contrainte, les arrestations, le bannissement de la base. Les isolateurs remplacent la discussion qui eut dû précéder le Congrès. C'est ainsi que le Congrès du Parti a été préparé. Le but de cet exposé est de donner une information réelle, particulièrement sur la « préparation » du Congrès. En janvier-février encore, il y eut une forte vague d'arrestations d'oppositionnels, de camarades qui sympathisaient avec eux, et même de camarades simplement suspectés de sympathiser avec eux. D'après un calcul approximatif, plus ou moins juste, rien qu'à Moscou furent arrêtés 300 camarades. Une grande quantité de camarades arrêtés en province ont passé par Moscou à la prison Boutirkaïa, venant surtout de l'Ukraine, et notamment du Denbass (district prolétarien de charbonnages).

Il y avait à Boutirkaïa quelques dizaines d'ouvriers sans-parti de Moscou, arrêtés à cause de la sympathie qu'ils avaient exprimé pour l'opposition, et qui sont maintenant déportés en Sibérie. Parmi les emprisonnés il y avait aussi un certain pourcentage de capitulards, surtout de ceux qui se sont repentis sous l'influence d'une faiblesse momentanée, et qui ont déclaré ensuite, presque ouvertement, qu'ils avaient commis une erreur. Beaucoup d'entre eux ne sont déjà même plus déportés, mais envoyés dans les isolateurs. On exige maintenant des capitulards non seulement le reniement complet et absolu de leurs convictions, mais aussi qu'ils dévoilent toutes leurs liaisons. Pour un refus — c'est l'isolateur (Zabrowskaïa, Blumenfeld, et des dizaines d'autres). Jusqu'où on ira, quant aux arrestations et aux déportations, on peut le voir par ce fait, que parmi ceux qui ont été arrêtés il y a un fort pourcentage de gens arrêtés par hasard, « saisis » pour des raisons de parenté, ou simplement à cause d'un coup de casquette échangé avec un oppositionnel. C'est ainsi que l'on a arrêté des dizaines d'hommes qui n'ont aucun rapport avec l'opposition (il arrive souvent qu'ils deviennent, en prison et en déportation, de véritables oppositionnels). Durant cette période, des camarades de Moscou ont diffusé un tract et ont pris en mains la direction de toute une série de grèves, qui ont été provoquées par la politique de la bureaucratie (dans Serpouchow, à Moscou, quatre usines de Mostrioutaga, et d'autres). Cela a irrité davantage encore les bureaucrates.

Une vague d'arrestations, qui a commencé à la fin de l'hiver, s'est continuée encore et a crû jusqu'au mois de mai. Le nombre de personnes arrêtées à cette époque est au moins de 500, sans compter plus d'une centaine de personnes arrêtées qui ont été transportées dans les isolateurs. A ce jour ce chiffre s'est encore accru.

Ce qu'est la déportation

Il faut ici faire une remarque : la répression stalinienne exercée contre les bolchéviks-léninistes se distingue de celle exercée contre les menchéviks et les S.R. Alors que l'on isole simplement ces derniers de la vie sociale du pays, pour les empêcher dans leur action contre-révolutionnaire contre la dictature prolétarienne, pour les oppositionnels qui combattent le centrisme qui ébranle la dictature du prolétariat — le cours stalinien est orienté vers leur étranglement moral et leur extermination physique.

Parmi les oppositionnels arrêtés en hiver se trouvaient les camarades Silov et Rabinovitch, qui ont tout particulièrement déchaîné contre eux la haine de l'appareil : ils ont été fusillés. Comment le camarade Blumkine a été fusillé auparavant, ce crime est connu du monde entier.

La répression s'est renforcée contre tous les déportés. On a institué là-bas un régime de cauchemar : ils ont perdu le droit au travail, c'est-à-dire le droit de servir, et ont acquis par là celui d'avoir faim. Le secours officiel que reçoit un déporté est réduit depuis longtemps déjà à 15 roubles, et cela signifie la faim, et en hiver le froid, comme ils ne possèdent pas le droit d'être membres des coopératives, ils ne peuvent souvent rien acheter, même avec ces 15 roubles, ils habitent dans des logements sans feu, restent des semaines sans nourriture chaude, souvent sans lumière. Particulièrement pénible est la situation des déportés de Narim, un des plus terribles lieux de déportation de la Sibérie. Les déportés de Narim sont littéralement condamnés à la mort par la faim. De plus, à Narim qui, par la dureté des conditions de vie, est assimilable à un isolateur, on transporte les bolchéviks primitivement déportés ailleurs dans un nombre toujours croissant. C'est un cours consciemment orienté vers l'extermination physique de l'opposition. En sus des privations matérielles, tout déporté est exposé à

de « petites » vexations sans nombre, qui sont le fruit de l'arbitraire absolu et de l'impunité de la Guépéou locale. On retient ce secours déjà infime (on cite un cas où il ne fut pas versé quatre mois durant, et où il ne fut répondu aux réclamations que par des railleries de ce genre : « Allez à Moscou ! » — c'est-à-dire : capitulez ! (Dans une situation semblable, un camarade réduit au désespoir demanda lui-même qu'on le conduisit dans un isolateur, et ce n'est pas là un cas unique), on arrête des personnes simplement soupçonnées de connaître un oppositionnel déporté, semant ainsi la terreur parmi la population locale, afin de jeter les oppositionnels dans un isolement absolu. On organise des perquisitions systématiques, au cours desquelles on ne saisit pas seulement les ouvrages politiques (au camarade L.S. Sosnowski en prison, on a pris son travail sur la politique agraire du centrisme, chez le camarade Ch. G. Rakowski, on a pris une déclaration au Parti, etc.), — mais aussi les citations des œuvres de Marx et de Lénine. Cela s'accompagne du blocus du courrier dans le but d'isoler politiquement les déportés. Lors du Congrès, la G.P.Ou. n'a laissé passer aucune lettre, pour empêcher l'élaboration d'une déclaration collective de l'opposition. Mais cela n'a pas réussi, et une déclaration portant les signatures des camarades Racowski, Mouralov, Kasparova et Kossior a été présentée (tous les déportés s'y sont ralliés). En déportation, la réception d'une lettre, c'est un événement ! nous ne parlons même pas des lettres politiques, mais des lettres de la famille. Tous les déportés vivent sous la menace constante d'être transférés dans un isolateur (et cette menace existe pour n'importe quoi : par exemple, un retard de cinq minutes pour l'inscription obligatoire à la G.P.Ou.). Souvent il n'est même pas donné d'explications formelles. Le but réel : briser l'intransigeance révolutionnaire de l'oppositionnel. En même temps qu'une tendance ouverte à transférer les points de déportation dans les régions les plus dures du Nord, les isolateurs se remplissent de plus en plus. Leur nombre croît toujours, parce que ceux qui existaient sont déjà pleins. Le régime des prisons et des isolateurs est incomparablement plus pénible que celui de la déportation. Dans les prisons il n'y a souvent pas de lumière (les fenêtres sont recouvertes d'un panneau opaque), les cellules, humides, sont occupées par deux ou trois fois plus de prisonniers que n'en prévoit le règlement ; pour coucher, la place manque, non seulement sur les bas-flancs, mais même sur le sol.

Dans les isolateurs

Avec cela, quelles sont les conditions sanitaires, il n'est pas difficile d'en juger. Dans ces cellules, les oppositionnels, qui sont séparés les uns des autres, sont mêlés aux contre-révolutionnaires et aux criminels, qui ne détestent pas seulement nos camarades, comme des représentants du bolchévisme, mais qui les haïssent et se moquent d'eux, rejetant sur eux toute la haine qu'ils nourrissent pour le pouvoir soviétique. Le système de la G.P.Ou. — tenir les oppositionnels dans des cellules communes aux criminels, n'a même pas existé dans les prisons du tzarisme. Ce système s'applique *seulement* aux oppositionnels. Les menchéviks (par exemple à Boutirkaïa) jouissent de tous les droits des prisonniers politiques ; on les enferme séparément des criminels, les portes de leurs cellules sont ouvertes, ils ont une petite bibliothèque à leur disposition.

Les cellules des oppositionnels sont fermées, nulle part les visites ne leur sont accordées, ils n'ont droit à aucun objet envoyé de l'extérieur. Et par-dessus tout cela, on les traite grossièrement et on se moque d'eux. Sous un tel régime, les grèves de la faim éclatent sans cesse, et se poursuivent parfois jusqu'à une issue mortelle, (rappelons la mort héroïque du camarade Boutow). A la grève de la faim, aux revendica-

tions minima des emprisonnés, la direction de la prison répond en les faisant battre systématiquement, en les arrosant d'eau pendant les froids rigoureux de l'hiver, etc. Les coups sont un système connu dans la prison de Karlov, dans l'isolateur de Werekhié-Uralsk, dans la prison de Léninegrad et dans toute une série d'autres.

N. MARKIN.

(Nous publierons la fin de cet article dans le prochain numéro.)

Libérez les emprisonnés !

Après les lourdes condamnations prononcées contre Marty, contre les rédacteurs et les gérants de l'*Humanité*, contre les jeunes vendeurs de l'*Avant-Garde*, après le transfert de Marty au bagne de Clairvaux, le gouvernement s'attaque insidieusement aux particularités du régime politique en les réduisant progressivement. Il n'est pas étonnant que le gouvernement de combat s'en prenne aux privilèges que la police du second Empire concédait aux républicains emprisonnés : les militants du parti et des syndicats que les juges de la bourgeoisie ont enfermés, pour de longues années, sont des ennemis de classe. La bourgeoisie frappe en eux l'action de classe de l'avant-garde révolutionnaire, qui travaille à développer la conscience de la classe ouvrière, à l'entraîner dans la voie de la révolution.

La lutte pour la libération des militants frappés est une action de classe dans laquelle les révolutionnaires doivent regrouper les rangs ouvriers. Elle nécessite une liaison étroite entre le parti et les masses des usines. Il ne s'agit pas comme pour Louis Sellier, de phrases sur le fauteuil vide d'André Marty dans la salle de séances de l'Hôtel de Ville. Il ne s'agit pas de l'agitation électoraliste pour une amnistie républicaine. Il est nécessaire d'appeler les ouvriers à se dresser consciemment dans une action de classe contre une répression de classe. La bourgeoisie a pris très clairement conscience des réalités de la lutte et du sens qu'elle donne à sa répression. C'est dans la lutte générale développée par l'avant-garde communiste que les prolétaires doivent être appelés à prendre leur place dans le mouvement énergique qui arrachera les emprisonnés à la répression bourgeoise.

VIENT DE PARAÎTRE :
L'an I de la Révolution Russe
par Victor SERGE
Un volume de 500 pages
Prix actuel : 20 fr. franco
Librairie du Travail,
17, rue de Sambre-et-Meuse
PARIS (10^e)

UN LIVRE
que chaque militant
doit lire
**Histoire de la
Commune de 1871**
par LISSAGARAY
Nouvelle édition, revue et préfa-
cée par Amédée DUNOIS
Un volume in-16 jésus
de 612 pages
Prix : 25 francs
Librairie du Travail,
17, rue de Sambre-et-Meuse,
PARIS-10^e

La Vérité des Jeunes

LES GRANDES DISCUSSIONS DU 8e RAYON

Le 8e Rayon des Jeunes a nommé, il y a un mois, sa nouvelle direction.

Avec l'indication de l'Entente, le choix fut fait parmi les camarades les plus actifs — c'est bien — mais il ne fut pas du tout question de leur capacité politique.

Où en sommes-nous aujourd'hui ?

C'est que pour toute intervention, un camarade responsable pose la question de savoir — dans une assemblée de rayon du Parti — si les camarades peuvent ou non cracher par terre, et se plaint que certains copains viennent aux réunions habillés comme des petits-bourgeois !

S. LENOIR.

UNE ASSEMBLEE D'INFORMATION A force de tourner où en sommes-nous ?

Une assemblée d'information s'est tenue pour une bonne application du « tournant » et poser la situation de l'Entente devant l'ensemble des rayons.

Le camarade Coucou rapporteur, sermonne comme il faut chaque rayon sur leurs faiblesses et sur leurs fautes, signale le manque de volonté des camarades de la base pour un travail de pénétration dans les usines, la non-préparation des grèves, en général tout le mauvais travail accompli.

« Coucou » constate le danger pour la J.C. d'être une organisation sectaire manquant de liaison avec le mouvement ouvrier, et ne correspondant pas aux aspirations de la jeunesse ouvrière.

« Si les jeunes ouvriers viennent à nous, c'est du fait de leur volonté de lutte contre l'exploitation renforcée qu'ils subissent et l'organisation ne leur apportant rien, ils la quittent. »

La jeunesse communiste, certes, n'est pas à la hauteur de ses tâches, et si son influence sur les jeunes ouvriers diminue, les plus lourdes responsabilités en incombent aux dirigeants.

Les records de vente d'Avant-Garde ne suffisent pas aux jeunes ouvriers.

Les Jeunes qui viennent à nous veulent savoir ce qu'est le communisme et la lecture de l'Humanité n'est tout de même pas suffisante pour faire leur éducation.

Mais de l'éducation des jeunes adhérents les dirigeants des J.C. ne s'en soucient guère.

Cependant « Coucou » se plaint du manque d'initiative complet à la base.

Les cellules attendent les circulaires de la Fédération. Ainsi la Fédération agit avec un gros retard pour les Assurances Sociales, mais la base ne réagit pas du tout.

Comment pourrait-elle le faire ? Comment les jeunes camarades peuvent-ils lancer des mots d'ordre justes ? Ils ne possèdent aucune éducation politique.

« Coucou » reproche aux camarades de la base de ne pas lutter assez énergiquement contre les déviations opportunistes et lorsqu'un camarade du 9e rayon se plaint de n'être pas assez fort politiquement, il lui répond que « cela n'est pas un argument ».

La discussion politique est morte dans les Jeunes communistes, c'est une première cause de la perte des adhérents.

La cellule n'est plus l'organisme politique dirigeant, elle est devenue un organe appliquant sans discuter des ordres dictés par quelque Taboul ou Perrault.

De cela, seule la direction incapable des J.C. est responsable.

Il est vrai, Coucou nous avoua « que sa plus grande faute fut d'avoir bataillé avec le bureau de la Fédération pour envoyer Taboul à la Direction d'Entente ». Mais cet aveu vient un peu tard, et ne retire rien à ce qui a été fait.

Une fois de plus les bureaucrates des J.C. sont passés par-dessus les décisions de la base.

Les jeunes communistes veulent des cadres capables de les aider à devenir de véritables communistes dignes de ce nom, capables de leur enseigner le marxisme.

Le camarade Armon a demandé, avec juste raison, que les membres de la Fédération ou de l'Entente prennent un peu leur place à la base et aident à l'élévation idéologique des jeunes camarades de leur cellule plutôt que d'y venir en censeurs !

Un camarade du 3e rayon signale les changements constants de ligne politique des dirigeants de l'Entente. Jamais la base n'est informée sérieusement des désaccords politiques régnant à l'intérieur de l'Entente. Mais de discussions il n'est nul besoin, il s'agit seulement d'être d'accord, sous peine d'être taxé d'opportunisme.

« Coucou » sonne la charge contre les « trotskistes », « Contre ces gens-là, il faut lutter avec la dernière énergie. »

Tout le monde sait ce que cela veut dire !

Mais nous le répéterons sans cesse : La Ligue Communiste luttera contre les « bureaucrates incapables » de la direction des J.C.

Nous voulons une discussion libre et l'application d'une large démocratie au sein des Jeunes communistes et, avec les jeunes communistes, toujours et partout nous serons à la pointe des luttes de la classe ouvrière.

Un correspondant.

DANS LE 1er RAYON

C'est un des rayons les plus industriels de Paris. Le rayon ne compte pourtant qu'une seule cellule d'entreprise, celle de la S.P.C., d'ailleurs mourante ; puis 3 cellules de rue. Leur vie est lamentable ; discussion morte, action à peu près nulle, vente de l'Avant-Garde presque liquidée. Pourtant le bureau de rayon compte deux excellents camarades. C'est donc le type d'un coin où ce n'est pas la paresse qui engendre la liquidation de l'organisation, mais au contraire, la mauvaise ligne politique qui engendre la passivité, la fatigue, le dégoût et l'impossibilité de réussir n'importe quelle entreprise pour peu qu'elle soit dans la ligne. C'est cela que ne comprennent pas les copains. Le mécontentement est très grand, on se moque constamment des bureaucrates et de la ligne, on proteste ouvertement contre le bluff de la presse officielle. L'école des Jeunes Syndiqués est sévèrement jugée pour son niveau basement lignard et ennuyeux. Le mot d'ordre de l'opposition, pour l'éducation est partout bien accueilli. La situation est la même dans toute l'entente ; un copain venu du 6e rayon essaie vainement de faire croire que là-bas tout marche bien ; en réalité ce rayon n'est qu'une passoire et ses cellules d'entreprise meurent plus vite qu'elles ne naissent. Le désir d'action étant assez grand à la base puisque que le rayon sera le seul des Jeunes et de tout le Parti à éditer un journal spécial sur les assurances sociales, il faut qu'elle fasse litière de toute préoccupation de rester dans l'impossible ligne des dirigeants incapables, et qu'elle travaille selon sa conscience qui ne peut être que celle de l'opposition de gauche ; c'est ainsi seulement que le rayon retrouvera sa vigueur et servira aux Jeunes.

Un jeune oppositional.

JEUNES OUVRIERS !

Adhérez à la Jeunesse Communiste et défendez-y le point de vue de l'Opposition de gauche !

C'est ainsi que vous renforcerez votre organisation révolutionnaire.

Achetez toujours LA VERITE au même marchand.

POUR UN VRAI ANTIMILITARISME COMMUNISTE

Le travail anti fut de tout temps l'apanage de la Fédération française des J.C. ; c'est dans ce domaine qu'elle consacra le meilleur de son activité lors des événements de l'occupation de la Ruhr et de la guerre du Rif. Depuis cette époque, et c'est un des symptômes les plus alarmants de la décadence des Jeunes, nous assistons à un recul quantitatif et qualitatif de leur action antimilitariste. Aujourd'hui, si nous faisons le bilan des résultats de cinq années de redressement bureaucratique, nous constatons qu'en réalité tout le travail se réduit à quelques circulaires comminatoires adressées de temps en temps par le centre à une base de plus en plus squelettique. Au point de vue idéologique l'éducation antimilitariste des jeunes militants est absolument négligée ; les conceptions les plus effarantes se font jour dans ce domaine : pour la majorité des organisés, le travail anti est un champ clos, absolument détaché de l'activité générale quotidienne et monopolisé par quelques spécialistes que l'on fait avancer comme des pions sur un échiquier.

Armé d'un tel bagage théorique l'ensemble des militants est impuissant dans l'accomplissement des tâches qui se posent à l'organisation. Aucune cellule ne discute sérieusement du travail anti ; dans la plupart la question n'est même pas posée. Les commissions anti des rayons n'existent que sur le papier et plus souvent encore n'existent pas du tout. Dans les commissions régionales politisées par les Rossi de toute espèce, fleurit et s'étale le même petit-bourgeois le plus caractérisé. Toute l'agitation est comprise sous l'angle étroit de la lutte des encasernés contre la corvée de patates et les G.D.V. locaux. On établit ainsi une rupture entre l'ensemble du prolétariat et les masses sous l'uniforme, ces dernières ayant leurs revendications spéciales, distinctes, spécialement régimentaires. Des mots d'ordre comme la suppression de la caserne qui ne peuvent être atteints que par le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière sont transformés par les bureaucrates en simples buts de l'action revendicative des soldats. Une telle incompréhension réduit l'agitation antimilitariste à n'être qu'officielle et réformiste.

Dans le domaine pratique toute l'activité des Jeunes est partagée entre les amicales de conscrits et les expéditions nocturnes, à la veille des « journées rouges », avec un pinceau et un seau de goudron. Les amicales sont presque partout agonisantes, faute de vie politique et d'une agitation sérieuse auprès de la jeunesse ouvrière des usines ; elles sont souvent formées exclusivement par des membres de l'organisation et constituent dans ce cas, suivant l'heureuse expression de Rossi, des cellules interchangeables. Là où elles comprennent un effectif assez nombreux, leur travail consiste à organiser des bals ; aucune agitation politique n'est entreprise et elles dégénèrent rapidement en sociétés de secours mutuel pour leurs membres qui partent à l'armée et reçoivent une gratification de 25 francs par mois. Il y a quelques mois les dirigeants de la Fédération espèrent remédier à cette situation désastreuse en... groupant les moribondes amicales en une union régionale. Actuellement ils fournissent un formidable coup de collier pour créer de nouvelles amicales... sur la base de la préparation du 5e congrès de l'I.S.R. Ne sont-ce pas là des méthodes dérisoirement bureaucratiques et complètement inefficaces.

Tel est le bilan de 5 années de centrisme. Dans ce domaine comme dans les autres nous constatons la dégénérescence des J.C. et leur isolement des masses de la jeunesse ouvrière. Nos camarades de la base doivent réagir en réclamant à la direction une véritable éducation antimilitariste de principe ; ils doivent s'élever contre les procédés bureaucratiques en usage et soutenir la jeunesse oppositionaliste dans ses efforts pour l'éducation, et pour le redressement communiste des organisations révolutionnaires. ARGUS.

LA JEUNESSE OUVRIERE CHRETIENNE

La jeunesse ouvrière chrétienne (J.O.C.) vient de publier un manifeste spécialement dirigé contre la propagande révolutionnaire des J.C. Les termes mêmes employés dans ce manifeste demandent qu'on s'y arrête ; il y est fait allusion à la misère et à l'infériorité sociale de la classe ouvrière, qui sont la conséquence d'une erreur funeste due à l'absence des principes chrétiens dans les rapports de la vie sociale. Là-dessus viennent se greffer quelques ridicules considérations sur l'idéal communiste (amour de la richesse) et sur la possibilité de le réaliser. L'ensemble constitue une plate manœuvre démagogique destinée à chloroformer le sens de la lutte de classes qui s'éveille chez les jeunes ouvriers et à canaliser leur activité dans les voies de l'ascétisme et de l'idéal religieux du christianisme primitif. Nous ne saurions dénoncer cette propagande avec assez de vigueur ; toute analyse qui se borne à constater l'état de sujétion du prolétariat sans remonter aux sources et à la cause initiale de cette sujétion, qui réside dans le régime d'exploitation du capitalisme lui-même ne peut faire que le jeu de la classe ennemie. Nous devons faire comprendre à la jeunesse ouvrière que ce n'est pas la méconnaissance des principes chrétiens qui est à la base de sa misère et de son infériorité sociale, mais que celles-ci dérivent des conditions mêmes dans lesquelles s'exerce la production capitaliste, faite uniquement dans le but de rapporter à une minorité possédante une masse de profits créés par le travail de ceux qui n'ont que leurs bras. Nous devons lui montrer que tant que subsistera le capitalisme elle ne peut espérer aucune amélioration et qu'il n'y a point de salut pour elle hors du renversement révolutionnaire de la classe qui l'exploite et l'opprime.

Les pieux dirigeants de la J.O.C. essaient de cacher cette vérité à leurs troupes : leurs phrases creuses sur la charité chrétienne et la collaboration des classes ne visent qu'à enchaîner la jeunesse ouvrière à son ennemie capitaliste et à la former dans un esprit de résignation et de soumission à ses maîtres. Ces dévots amis du bien sont par ailleurs les plus fervents soutiens de la réaction capitaliste ; ils se font ses prosélytes dans les quatre parties du monde, soutenant les entreprises guerrières et répressives dans leurs propres pays, apportant aux peuples de couleur les bienfaits de la colonisation, de la misère et du travail forcé. Leur propagande de croyances archaïques et absurdes n'est que la couverture idéologique d'un asservissement encore plus brutal de la classe ouvrière et de la perpétuation de la domination bourgeoise. A cet égard ce n'est pas leur soi-disant défense des revendications immédiates des jeunes ouvriers qui doit illusionner ceux-ci ; en effet elle n'a jamais été et ne sera jamais qu'un moyen de plus pour détourner les jeunes de la lutte révolutionnaire, seule susceptible de les libérer.

La jeunesse ouvrière doit se tourner vers la lutte politique contre le salariat et rejoindre les organisations révolutionnaires de la J.C. A cette dernière de la guider et de l'entraîner derrière elle à l'aide d'une politique juste sur un programme clair d'où seront exclus le sectarisme bureaucratique et la phraséologie aventuriste.

ARGUS.

LA VERITE
45, Boulevard de la Villette, Paris
(entrée : 6, rue Henri-Feulard)
Permanence :
tous les jours de 14 h. à 19 h. 30

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimerie SFIC
10, Cité Nys, PARIS-XI^e
Tél. : Ménilmontant 73-26